



# AXA FUTURE RISKS REPORT

2022



# SOMMAIRE

|                                      |   |
|--------------------------------------|---|
| <b>Avant-propos de Thomas Buberl</b> | 3 |
| <b>Avant-propos de Ian Bremmer</b>   | 4 |
| <b>Résumé de l'étude</b>             | 5 |

## 1 PRINCIPAUX RISQUES – LA MONDIALISATION À UN MOMENT DÉCISIF 11

|   |    |
|---|----|
| L'étude en quelques mots  | 12 |
| Quels sont les principaux risques en 2022 ?   | 12 |
| En quoi les experts et le grand public diffèrent-ils ?  | 13 |
| Comparaison des perceptions des risques d'une région à l'autre  | 14 |
| Alors que la coopération mondiale est menacée, les experts appellent à des partenariats public-privé plus étroits | 15 |

## 2 CLIMAT, GÉOPOLITIQUE ET ÉNERGIE – UN NOUVEAU CARREFOUR DE RISQUES 18

|  |    |
|--|----|
| Le changement climatique est là et les pouvoirs publics ne sont pas préparés   | 20 |
| Les experts s'inquiètent plus que le public de l'escalade des tensions géopolitiques pouvant déboucher sur une guerre mondiale | 23 |
| Les Européens sont particulièrement préoccupés par la crise énergétique imminente  | 24 |
| Perspective historique - Le rôle des assureurs pour aider les sociétés à faire face à des risques nouveaux ou en évolution     | 26 |

## 3 LES RISQUES DE LA « NOUVELLE NORMALITÉ » : CYBER ET SANTÉ 27

|   |    |
|---|----|
| Les préoccupations en matière de cybersécurité restent élevées dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes | 29 |
| Les inquiétudes du grand public concernant la santé persistent et s'amplifient  | 31 |

## 4 L'ÉMERGENCE RAPIDE DES RISQUES FINANCIERS POURRAIT NOURRIR LES TENSIONS SOCIALES 33

|  |    |
|--|----|
| Le grand public n'est pas encore suffisamment sensibilisé aux risques économiques    | 35 |
| Les experts doutent de la préparation publique et privée face aux risques financiers | 35 |
| Les experts s'inquiètent des défaillances systémiques du marché                      | 36 |
| L'inflation pourrait conduire à des troubles sociaux                                 | 37 |

## 5 LA VULNÉRABILITÉ CROISSANTE ENTRAÎNE UNE PERTE DE CONFIANCE VIS-À-VIS DES EXPERTS ET DES AUTORITÉS 39

|  |    |
|--|----|
| Au cours des deux dernières années, la population est devenue plus averse au risque                    | 41 |
| La confiance du public envers les experts et les gouvernements a diminué au cours de la dernière année | 43 |
| Comment les assureurs peuvent-ils jouer leur rôle dans la gestion des risques futurs                   | 44 |

|                            |    |
|----------------------------|----|
| <b>À propos de l'étude</b> | 45 |
|----------------------------|----|





**Thomas Buberl**  
Directeur général  
d'AXA

**P**our la 9<sup>ème</sup> année consécutive, AXA publie son Future Risks Report, une étude mondiale dressant un panorama des grands risques de demain. Sur près d'une décennie ce rapport a vu se dessiner les grandes évolutions de notre monde ; il nous aide à anticiper les menaces futures pour mieux nous en prémunir et nous y préparer.

L'édition 2022 dessine un monde fragmenté, en surchauffe, où les crises se superposent là où elles se succédaient par le passé. Aux risques déjà identifiés tels que la pandémie, le risque cyber et le changement climatique, s'ajoutent cette année les menaces liées à l'instabilité géopolitique, énergétique, économique et sociale.

Le premier enseignement du rapport porte sur l'urgence climatique. Pour la première fois, le risque climatique arrive en tête du classement dans toutes les régions du monde et devient également la préoccupation principale pour le grand public aux États-Unis. Sans surprise, les tensions géopolitiques se hissent au deuxième rang du classement, car elles amplifient les risques qui arrivent en troisième (le risque cyber) puis quatrième position (les risques énergétiques qui remontent de treize places par rapport à l'an dernier).

Les inquiétudes économiques et sociales remontent également de manière très significative.

---

## “Le plus grand risque qui nous menace est celui du sentiment d'impuissance”

---

Pour la première fois, les experts intègrent trois risques économiques dans le top 10. Vecteurs d'inégalités, ces risques alimentent les craintes de tensions sociales, perçues comme une menace particulièrement élevée pour les experts qui les classent en sixième position.

Face à ces enjeux, le rapport confirme une tendance lourde depuis des années : la hausse du sentiment général de vulnérabilité et l'érosion de la confiance envers les institutions publiques pour trouver des solutions pérennes. Au fond, je vois là le plus grand risque qui nous menace : celui du sentiment d'impuissance. Aujourd'hui, comme hier, seule l'action nous permettra de relever les défis auxquels nous devons faire face. Cela passe en priorité par notre aptitude à créer du consensus et à agir collectivement.

Pour cela, chacun doit assumer ses responsabilités. À commencer par les entreprises. D'une part, parce que l'action est dans leur ADN. D'autre part, parce qu'elles ont les moyens financiers, humains et technologiques pour apporter leur pierre à l'édifice. Enfin, parce qu'elles sont attendues. Le rapport révèle notamment que près de 70 % du grand public estime que les assureurs auront un rôle important à jouer dans l'atténuation des risques futurs. Nous devons répondre à ces attentes. Chez AXA, nous sommes déterminés à jouer pleinement notre rôle.

**C'est un plaisir de vous présenter le Future Risks Report de cette année, en partenariat avec AXA et l'institut de recherche IPSOS.**

Plaisir n'est peut-être pas un sentiment tout à fait juste. En effet, 2022 était supposée être une année de « retour à la normale » alors que le monde sortait de la pandémie.

Mais la géopolitique a fait son entrée. Et au lieu de cela, 2022 est devenue l'année où la guerre a éclaté en Europe, avec l'invasion russe en Ukraine. C'est également l'année qui a vu le retour

d'une forte inflation, alors que des mesures de relance massives dans les pays occidentaux – en particulier aux États-Unis – se sont heurtées à une pandémie de Covid prolongée, à des contraintes d'approvisionnement persistantes et à une pression à la hausse sur les prix de l'énergie due à la guerre.

Les ménages s'inquiètent de leur capacité à payer les produits de première nécessité tels que l'alimentation et l'énergie. Le grand public s'inquiète également de l'avenir et est moins enclin à prendre des

risques personnels et professionnels dans un environnement aussi incertain. Et, fait inquiétant, la politique économique est perçue par les experts comme une source croissante de risques, la production ralentissant en Chine et en Europe, et les États-Unis luttant pour maîtriser la flambée des prix.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les tensions géopolitiques aient pris beaucoup d'importance pour les experts du risque, atteignant cette année la deuxième position dans leur classement. Malgré ces évolutions économiques et géopolitiques sans précédent, il est également important de revenir sur ce qui n'a pas changé. Pour la quatrième fois au cours des cinq dernières années, le changement climatique est au cœur des préoccupations des experts interrogés par IPSOS. Les phénomènes météorologiques extrêmes, causés par la hausse des températures et du niveau de la mer, augmentent les risques dans des domaines tels que l'énergie et la sécurité alimentaire.

Talonnant le changement climatique et la géopolitique, la cybersécurité figure parmi les trois principaux risques depuis 2018. À juste titre d'ailleurs, compte tenu de l'importance croissante des grandes sociétés de technologie dans le façonnement du commerce mondial, de la politique, de la géopolitique

et, bien sûr, de notre vie quotidienne.

Face à tous ces défis qui se profilent, une coordination entre les décideurs politiques et les acteurs du secteur privé revêt une importance cruciale. Les assureurs peuvent jouer un rôle déterminant en faveur de cette coopération en fournissant des outils de gestion des risques innovants et en aidant les entreprises à évaluer sereinement les risques futurs. Dans ce paysage mondial troublé, aujourd'hui plus que jamais, des solutions collectives sont essentielles pour aller de l'avant.

**Ian Bremmer**  
*Président  
du groupe Eurasia  
et GZERO Media*



AVANT-PROPOS

**“Les assureurs peuvent jouer un rôle déterminant en fournissant des outils de gestion des risques innovants et en aidant les entreprises à évaluer sereinement les risques futurs”**



# RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE

Au cours de la dernière année, des défis économiques et géopolitiques ont ajouté une incertitude supplémentaire aux perturbations déjà causées par la pandémie de Covid et la crise climatique. Partout dans le monde, les gens se sentent plus vulnérables face aux risques et ce sentiment affecte leurs priorités et leurs choix de vie. La confiance et la coopération sont plus cruciales que jamais pour éviter que la cohésion sociale ne se dégrade.

Dans ce contexte d'incertitudes croissantes, quels risques sont au cœur de nos préoccupations et vers qui se tourner pour les affronter ? Le Future Risks Report 2022 a tenté de répondre à ces questions grâce à notre enquête annuelle réalisée auprès de deux groupes : des experts du risque issus d'AXA, de ses réseaux professionnels, et des membres du public du monde entier. Trois leçons clés se dégagent de cette étude.

## PERSPECTIVE HISTORIQUE – ASSURANCE ET INSTABILITÉ

L'assurance a toujours été un catalyseur face à l'incertitude. Des voyages maritimes et de l'assurance incendie au développement de l'assurance contre le terrorisme, le risque nucléaire et les risques informatiques, les assureurs, souvent aux côtés des gouvernements, jouent depuis longtemps un rôle essentiel. En effet, ils facilitent les affaires et la coopération dans des conditions d'instabilité géopolitique, qu'elles soient liées à l'émergence de nouvelles technologies ou plus largement à de nouvelles menaces.

### LEÇON CLÉ 1

## Le changement climatique, la géopolitique et l'énergie forment un nouveau carrefour de risques

**Pour la première fois, le changement climatique arrive en tête du classement des risques pour les experts de toutes les régions.**

Pour la première fois c'est également la principale préoccupation pour la population générale aux États-Unis. Le classement laisse entendre qu'il n'est plus possible d'ignorer les impacts mondiaux évidents du changement climatique sur la biodiversité, la santé et l'économie. Les deux groupes sondés expriment une baisse de confiance envers les autorités publiques pour faire face à la crise climatique : seuls 14 % des experts et 27 % du public déclarent que les autorités sont préparées à ce risque, contre 19 % et 33 % dans l'étude de l'année dernière. Si la crise climatique rappelle l'urgence de l'agenda zéro émission nette, la transition énergétique et l'action climatique ont été compliquées par la géopolitique. À la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la grande majorité de nos experts s'attendent à ce que les tensions géopolitiques persistent et se propagent, menaçant la sécurité de l'approvisionnement énergétique et alimentaire, augmentant le risque d'une guerre mondiale et de cyber-attaques. Dans ce contexte, il est encore plus difficile pour les gouvernements de coopérer dans des domaines d'intérêt commun.

### Top 3 du classement des experts depuis 2018

|          | 2018                            | 2019                            | 2020                               | 2021                               | 2022                            |
|----------|---------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------|
| Risque 1 | Changement climatique           | Changement climatique           | Pandémies et maladies infectieuses | Changement climatique              | Changement climatique           |
| Risque 2 | Risques liés à la cybersécurité | Risques liés à la cybersécurité | Changement climatique              | Risques liés à la cybersécurité    | Instabilité géopolitique        |
| Risque 3 | Instabilité géopolitique        | Instabilité géopolitique        | Risques liés à la cybersécurité    | Pandémies et maladies infectieuses | Risques liés à la cybersécurité |

### LA « NOUVELLE NORMALITÉ » – CYBER-RISQUES ET RISQUES POUR LA SANTÉ

Les menaces liées au changement climatique, à la santé et aux tensions géopolitiques se sont déjà clairement matérialisées. Mais l'une des grandes menaces qui ne s'est pas concrétisée, et pourrait l'être dans un proche avenir, est une cyber-attaque à grande échelle paralysant des infrastructures essentielles telles que les services de santé, le stockage de l'énergie ou les systèmes de paiement. Les cyber-risques sont aggravés par les tensions géopolitiques et la digitalisation de notre vie quotidienne et continuent de figurer en bonne position dans l'enquête de cette année, arrivant à la 3<sup>ème</sup> place chez les experts. Alors que les risques liés à la pandémie reculent au 5<sup>ème</sup> rang, dans l'ensemble, l'enquête indique que les cyber-risques et des risques sanitaires dans un sens plus large – tels que la santé mentale et l'évolution des caractéristiques des maladies infectieuses – deviennent une « nouvelle normalité » dans le paysage global des risques.

## LEÇON CLÉ 2 Les risques économiques sont de plus en plus sérieux et alimentent les tensions sociales

**Pour la première fois, le top 10 des risques chez les experts inclut trois risques économiques** : les risques d'instabilité financière, les risques macroéconomiques et les risques liés à la politique monétaire et budgétaire. Parmi ces risques, l'inflation est une préoccupation majeure pour les experts et le grand public, nombreux étant ceux qui sont déjà confrontés à des difficultés alors que leur pouvoir d'achat baisse.

Les hausses persistantes des prix de l'énergie et des denrées alimentaires - exacerbées par les pénuries dues aux troubles géopolitiques - sont susceptibles de creuser les inégalités, d'alimenter les troubles sociétaux, et occupent une place élevée chez les experts aux États-Unis (4<sup>ème</sup> position) et en Europe (6<sup>ème</sup> position). Les pouvoirs publics devront être attentifs à la nécessité d'agir pour sauvegarder la cohésion publique.

Les réponses à l'enquête soulignent également la nécessité d'une meilleure culture financière. En effet, les experts sous-estiment la sensibilisation aux risques économiques du grand public : ainsi, 55 % des personnes sondées du grand public estiment que le public est conscient des risques macro-économiques, cet avis n'étant partagé que par 30% des experts.



# 55 %

des personnes sondées du grand public estiment que le public est conscient des risques macro-économiques,

**CONTRE**

# 30 %

des experts



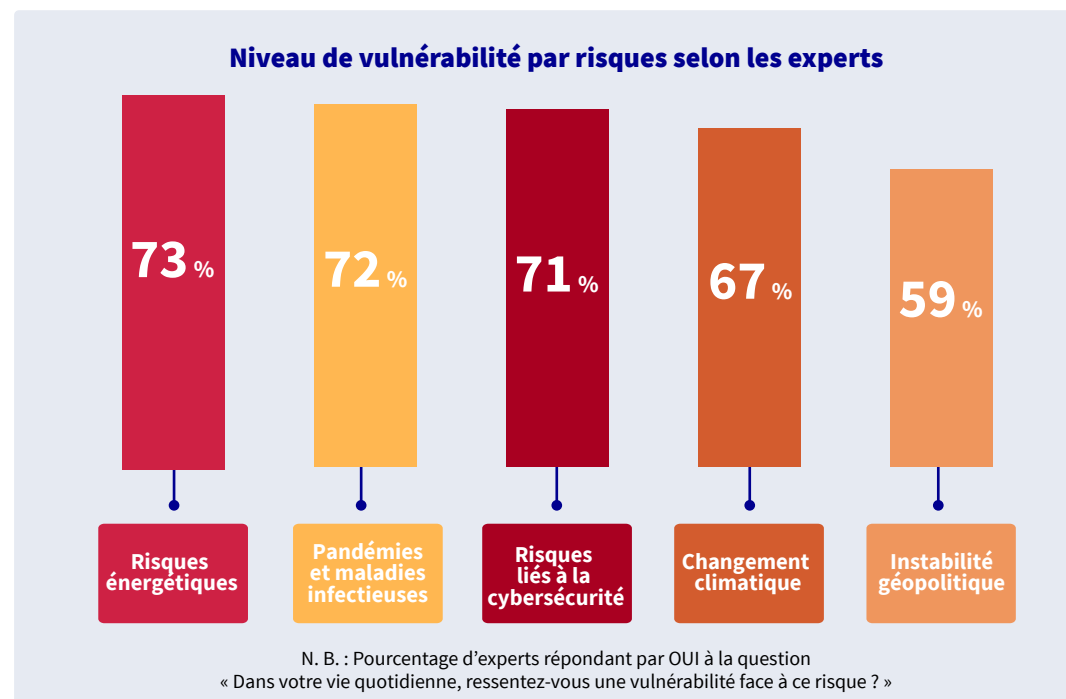
## LEÇON CLÉ 3

### Les personnes sont plus averses aux risques dans un contexte de vulnérabilité croissante et d'érosion de la confiance

Alors que les risques géopolitiques et économiques viennent s'ajouter aux inquiétudes sanitaires et climatiques, **89% des experts estiment que la population générale est plus vulnérable qu'elle ne l'était il y a cinq ans**, soit une hausse de cinq points de pourcentage par rapport à l'enquête de l'année dernière.

Le grand public a plus tendance à reconnaître qu'il évite de prendre des risques dans sa vie quotidienne, même si cela implique de renoncer à certains de ses rêves. C'est ce que déclare une majorité de personnes sondées et ce, même aux États-Unis, le pays du « rêve américain ». Leur niveau de confiance envers les scientifiques, les autorités publiques et le secteur privé pour les protéger contre de futures crises mondiales a reculé par rapport à l'an dernier.

Les personnes sont plus enclines que l'année passée à estimer que les problèmes doivent être résolus au niveau local plutôt qu'au niveau mondial. Néanmoins, de nombreuses personnes interrogées – 49 % – continuent de penser que les crises sont mieux gérées à l'échelle mondiale. Et une majorité – 69 % – reconnaît le rôle crucial joué par les assureurs dans le développement de solutions face aux risques émergents.



#### LES ASSUREURS PEUVENT RÉPONDRE AU DÉSIR CROISSANT DE PROTECTION DU PUBLIC

Si de plus en plus de personnes perdent confiance vis à vis des institutions publiques et privées pour les protéger contre les risques, les assureurs jouent leur rôle en aidant à restaurer la confiance dans l'avenir, tout en atténuant les risques qui inquiètent la population à un niveau individuel. Nous avons demandé à nos experts ce que les assureurs devraient faire face aux risques futurs. Leurs principales réponses ont été : soutenir des solutions innovantes, participer à la prévention et à la résilience, partager leur expertise en matière de gestion des risques et contribuer à l'élaboration d'une culture commune du risque.





# Top 10 mondial des risques émergents selon les experts

- 1 . Changement climatique
- 2 . Instabilité géopolitique
- 3 . Risques de cybersécurité
- 4 . Risques énergétiques
- 5 . Pandémies et maladies infectieuses
- 6 . Mécontentement social et conflits locaux
- 7 . Risques liés à la biodiversité et aux ressources naturelles
- 8 . Risques de stabilité financière
- 9 . Risques macroéconomiques
10. Risques liés aux politiques monétaires et fiscales

# 2022

## Classement des risques par les experts

### AMERIQUE

1. Changement climatique
2. Risques de cybersécurité
3. Instabilité géopolitique
4. Mécontentement social et conflits locaux
5. Pandémies et maladies infectieuses
6. Risques énergétiques
7. Risques liés à la biodiversité et aux ressources naturelles
8. Risques de stabilité financière
9. Nouvelles menaces pour la sécurité et terrorisme
10. Risques liés aux politiques monétaires et fiscales

### EUROPE

1. Changement climatique
2. Instabilité géopolitique
3. Risques de cybersécurité
4. Risques énergétiques
5. Risques liés à la biodiversité et aux ressources naturelles
6. Mécontentement social et conflits locaux
7. Pandémies et maladies infectieuses
8. Risques macroéconomiques
9. Risques de stabilité financière
10. Risques liés aux politiques monétaires et fiscales

### AFRIQUE

1. Changement climatique
2. Risques de cybersécurité
3. Pandémies et maladies infectieuses
4. Instabilité géopolitique
5. Risques de stabilité financière
6. Risques liés aux politiques monétaires et fiscales
7. Mécontentement social et conflits locaux
8. Risques macroéconomiques
9. Nouvelles menaces pour la sécurité et terrorisme
10. Risques énergétiques

### ASIE-PACIFIQUE ET MOYEN-ORIENT

1. Changement climatique
2. Pandémies et maladies infectieuses
3. Risques de cybersécurité
4. Instabilité géopolitique
5. Risques énergétiques
6. Risques de stabilité financière
7. Pollution
8. Risques liés à la biodiversité et aux ressources naturelles
9. Risques macroéconomiques
10. Nouvelles menaces pour la sécurité et terrorisme

# FUTURE RISKS REPORT

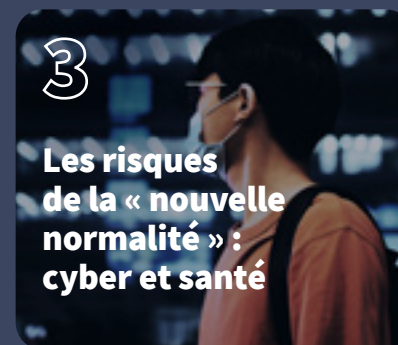
Le Future Risks Report demande à des personnes dans le monde entier de classer les cinq risques futurs qu'ils placent en premier, en fonction de leur impact potentiel sur la société au cours des cinq à dix prochaines années.



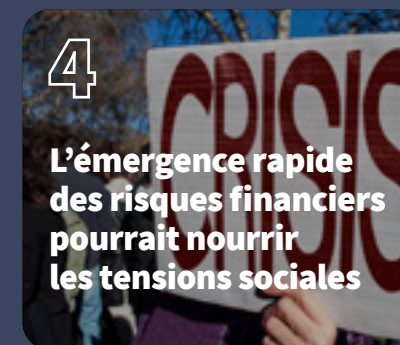
PAGE 11



PAGE 18



PAGE 27



PAGE 33



PAGE 39





1

# PRINCIPAUX RISQUES : LA MONDIALISATION À UN MOMENT DÉCISIF



# L'étude en quelques mots

Pour la neuvième année consécutive, le Future Risks Report demande à des personnes dans le monde entier de classer les cinq risques futurs qu'ils placent en premier, en fonction de leur impact potentiel sur la société au cours des cinq à dix prochaines années. Nous avons soumis aux personnes consultées un choix de 25 risques. Cette année, nous avons interrogé près de WW4 500 experts en risques dans 58 pays. Comme les années précédentes, ils sont issus d'AXA et de nos réseaux professionnels. Nous nous sommes également associés à IPSOS pour sonder 20 000 personnes qui constituent un échantillon représentatif de 15 pays. Notre enquête permet d'établir des comparaisons : entre les régions, au fil du temps et entre la perception des experts et celle du grand public.

## QUELS SONT LES PRINCIPAUX RISQUES EN 2022 ?

### Risque 1

Changement climatique

**Le changement climatique reste en tête du peloton :** le retour de la guerre en Europe n'a pas suffi à chasser le changement climatique du haut des listes des experts et, pour la première fois, dans toutes les régions, ils l'ont classé comme leur risque le plus pressant.

### Risque 2

Instabilité géopolitique

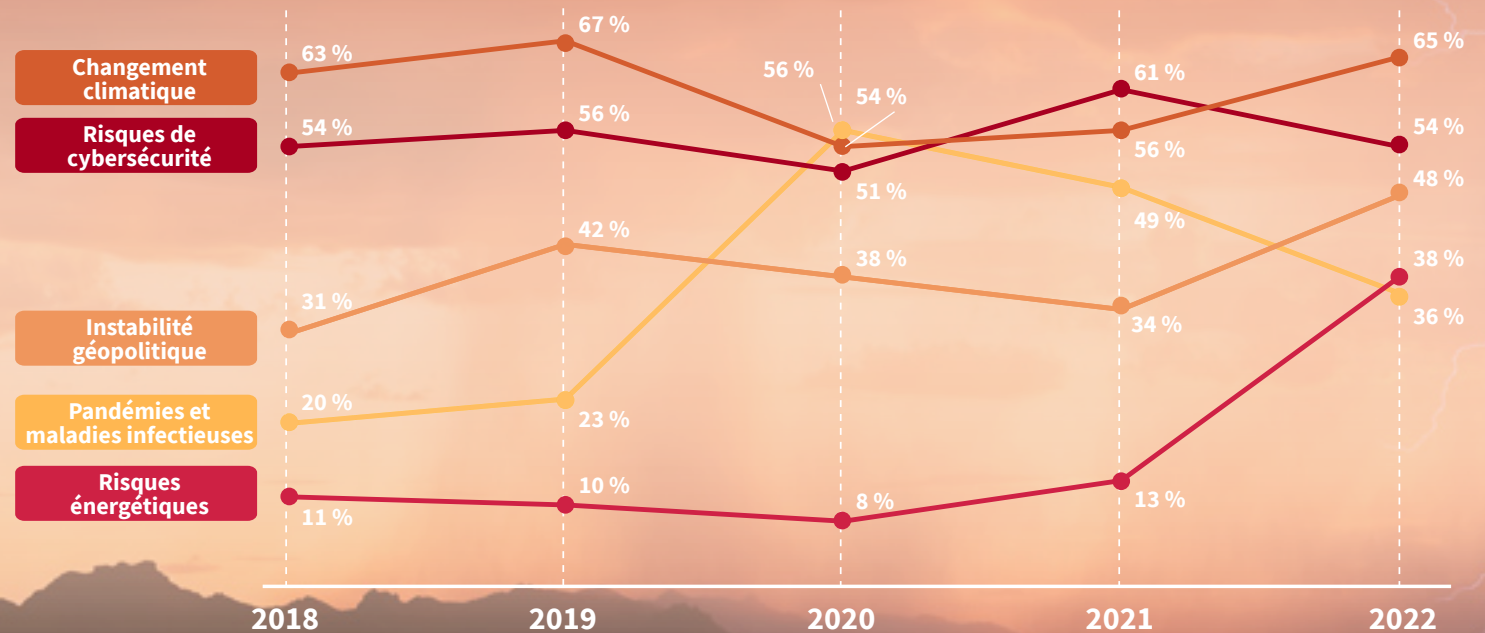
**Les tensions géopolitiques progressent :** les risques géopolitiques arrivent désormais en deuxième position, dépassant les cyber-risques et les risques pandémiques. Les experts se projettent au-delà de l'Ukraine et, pour eux, les tensions géopolitiques devraient perdurer et se propager dans le monde entier.

### Risque 3

Risques de cybersécurité

**Le cyber-risque reste préoccupant :** pour la cinquième année consécutive, les experts classent l'cyber-risques dans leur top 3. Ce dernier est lié aux tensions géopolitiques : les fermetures d'infrastructures critiques et de services essentiels sont des menaces particulièrement associées aux attaques commanditées par des États.

Évolution du pourcentage de sélection des principaux risques par les experts (2018-2022)



## TOP 10 DES RISQUES SELON LES EXPERTS ET LE GRAND PUBLIC

|    | EXPERTS   | GRAND PUBLIC  |
|----|---|---|
| 1  | Changement climatique                                       | Changement climatique                                       |
| 2  | Instabilité géopolitique                                    | Pandémies et maladies infectieuses                          |
| 3  | Risques de cybersécurité                                    | Instabilité géopolitique                                    |
| 4  | Risques énergétiques  | Risques de cybersécurité                                    |
| 5  | Pandémies et maladies infectieuses                          | Risques énergétiques  |
| 6  | Mécontentement social et conflits locaux                    | Nouvelles menaces pour la sécurité et terrorisme            |
| 7  | Risques liés à la biodiversité et aux ressources naturelles | Mécontentement social et conflits locaux                    |
| 8  | Risques de stabilité financière                             | Pollution   |
| 9  | Risques macroéconomiques                                    | Risques liés à la biodiversité et aux ressources naturelles |
| 10 | Risques liés aux politiques monétaires et fiscales          | Risques de stabilité financière                             |

## En quoi les experts et le grand public diffèrent-ils ?

### Le grand public reste toujours très préoccupé par la pandémie.

Alors que le risque de pandémie et de maladies infectieuses est tombé au cinquième rang dans la liste des experts, le public l'a classé au deuxième rang, juste derrière le changement climatique. On voit que la Covid-19 continue d'affecter le quotidien de nombreuses personnes.

### Les experts s'inquiètent plus que le public des risques économiques.

Ils classent l'instabilité financière, les risques macroéconomiques et les risques liés aux politiques monétaires et budgétaires dans leur top 10. Le public n'a pas encore rattrapé son retard, et seule l'instabilité financière figure dans son top 10, et encore, à la dernière place.

### Le terrorisme inquiète davantage le public que les experts.

Cette année, les nouvelles menaces sécuritaires et le terrorisme occupent la sixième place dans les réponses du public, mais ne figurent pas dans le top 10 des experts. Les fusillades de masse, notamment aux États-Unis, sont la plus grande préoccupation des membres du public qui ont retenu ce risque.



# Comparaison des perceptions des risques d'une région à l'autre

## Le changement climatique est le principal risque pour les experts dans toutes les zones géographiques.

Pour la première fois, des experts de tous les continents placent le changement climatique au premier rang de leurs préoccupations. L'année dernière, seule l'Europe lui attribuait la première place.

## C'est en Amérique que les préoccupations concernant les cyber-risques sont les plus élevées.

Les Amériques et l'Afrique sont les seules régions où les experts ont mis les cyber-risques dans leur top deux, tandis que les Amériques sont la seule région dans laquelle le grand public, préoccupé par les cyber-attaques contre les grandes entreprises américaines et contre les services essentiels, les classe dans son top trois.

## Les Européens sont focalisés sur les risques énergétiques.

Compte tenu des conséquences potentielles de la guerre en Ukraine pour l'approvisionnement énergétique de l'Europe, les experts et le grand public ont classé les risques énergétiques plus haut que dans toute autre région – respectivement en 4<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> position.

## Les tensions sociales sont une préoccupation en Amérique.

Sur ce continent, les experts ont classé les tensions et les mouvements sociaux au 4<sup>ème</sup> rang des risques les plus élevés, tandis qu'ils occupent le 5<sup>ème</sup> rang auprès du grand public. Dans les deux cas, ce chiffre est supérieur à celui de toute autre région et témoigne de la récente agitation politique.

## Les personnes consultées en Asie et en Afrique se focalisent sur les risques pour la santé.

L'Asie et l'Afrique sont les seules régions dans lesquelles le grand public classe les pandémies et les maladies infectieuses comme le risque venant en toute première position, tandis qu'elles figurent dans les deux premiers chez les experts. En Afrique, le public classe également les maladies chroniques plus haut que partout ailleurs, à la 7<sup>ème</sup> place.

## LES PRINCIPAUX RISQUES PAR RÉGION

### EUROPE

#### EXPERTS

1. Changement climatique
2. Instabilité géopolitique
3. Risques de cybersécurité
4. Risques énergétiques
5. Risques liés à la biodiversité et aux ressources naturelles
6. Mécontentement social et conflits locaux
7. Pandémies et maladies infectieuses
8. Risques macroéconomiques
9. Risques de stabilité financière
10. Risques liés aux politiques monétaires et fiscales

#### GRAND PUBLIC

1. Changement climatique
2. Pandémies et maladies infectieuses
3. Risques énergétiques
4. Instabilité géopolitique
5. Pollution
6. Risques liés à la biodiversité et aux ressources naturelles
7. Mécontentement social et conflits locaux
8. Nouvelles menaces pour la sécurité et terrorisme
9. Risques de cybersécurité
10. Risques de stabilité financière

### ASIE-PACIFIQUE ET MOYEN-ORIENT

#### EXPERTS

1. Changement climatique
2. Pandémies et maladies infectieuses
3. Risques de cybersécurité
4. Instabilité géopolitique
5. Risques énergétiques
6. Risques de stabilité financière
7. Pollution
8. Risques liés à la biodiversité et aux ressources naturelles
9. Risques macroéconomiques
10. Nouvelles menaces pour la sécurité et terrorisme

#### GRAND PUBLIC

1. Pandémies et maladies infectieuses
2. Changement climatique
3. Instabilité géopolitique
4. Risques de cybersécurité
5. Risques énergétiques
6. Risques liés à la biodiversité et aux ressources naturelles
7. Mécontentement social et conflits locaux
8. Risques de stabilité financière
9. Pollution
10. Nouvelles menaces pour la sécurité et terrorisme

### AMÉRIQUE

#### EXPERTS

1. Changement climatique
2. Risques de cybersécurité
3. Instabilité géopolitique
4. Mécontentement social et conflits locaux
5. Pandémies et maladies infectieuses
6. Risques énergétiques
7. Risques liés à la biodiversité et aux ressources naturelles
8. Risques de stabilité financière
9. Nouvelles menaces pour la sécurité et terrorisme
10. Risques liés aux politiques monétaires et fiscales

#### GRAND PUBLIC

1. Changement climatique
2. Pandémies et maladies infectieuses
3. Risques de cybersécurité
4. Nouvelles menaces pour la sécurité et terrorisme
5. Mécontentement social et conflits locaux
6. Risques de stabilité financière
7. Risques énergétiques
8. Instabilité géopolitique
9. Risques liés à la biodiversité et aux ressources naturelles
10. Maladies chroniques

### AFRIQUE

#### EXPERTS

1. Changement climatique
2. Risques de cybersécurité
3. Pandémies et maladies infectieuses
4. Instabilité géopolitique
5. Risques de stabilité financière
6. Risques liés aux politiques monétaires et fiscales
7. Mécontentement social et conflits locaux
8. Risques macroéconomiques
9. Nouvelles menaces pour la sécurité et terrorisme
10. Risques énergétiques

#### GRAND PUBLIC

1. Pandémies et maladies infectieuses
2. Changement climatique
3. Nouvelles menaces pour la sécurité et terrorisme
4. Pollution
5. Risques de cybersécurité
6. Risques de stabilité financière
7. Maladies chroniques
8. Risques énergétiques
9. Risques liés à la biodiversité et aux ressources naturelles
10. Exposition prolongée à des substances nocives

# Alors que la coopération mondiale est menacée, les experts appellent à des partenariats public-privé plus étroits

**Les avis des experts sont partagés sur l'orientation de la mondialisation.** Les experts sont presque également répartis entre ceux pour qui les pays tenteront de trouver des solutions collectives aux risques mondiaux et ceux qui prévoient un ralentissement de la mondialisation devant les mesures adoptées par les pays pour se protéger. Les experts européens – à l'exception de ceux du Royaume-Uni – sont nettement plus pessimistes quant à la mondialisation, 59 % prévoyant un ralentissement. Dans d'autres régions, la plupart des experts – ainsi que le grand public – anticipent des solutions plus collectives.

**Le grand public tend à préférer une prise de décision plus locale.** Plus de la moitié des experts (53 %) continuent de croire que les décisions au niveau mondial sont plus efficaces pour gérer les risques que les décisions au niveau continental, national ou municipal. Comparé à l'année dernière, le public a plus tendance à privilégier le niveau national (28 %, contre 26 %) ou le niveau continental (17 %, contre 13 %), ce qui suggère une évolution vers une réflexion recentrée sur le nationalisme et les blocs régionaux. En Europe, les Français et les Britanniques consultés ont exprimé une baisse de confiance dans la pertinence d'une action au niveau continental.

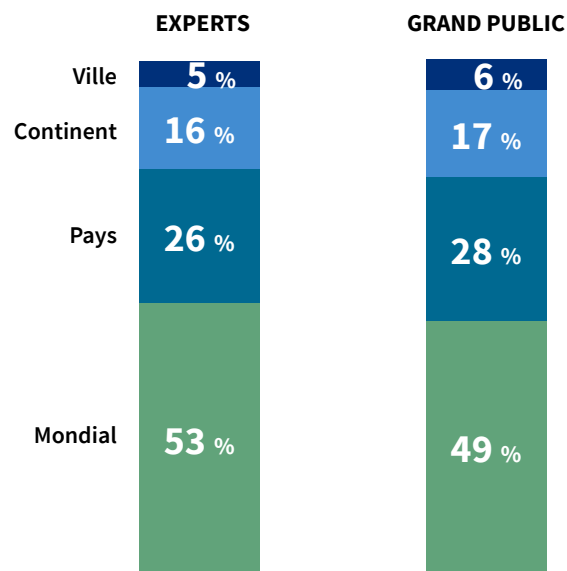
**Les experts appellent à une plus grande collaboration public-privé sur les défis mondiaux.** Pour la première fois cette année, notre étude a demandé aux experts quel type d'actions ils souhaiteraient voir adoptées par les pouvoirs publics en réponse aux risques qui les préoccupent le plus. L'engagement du secteur privé dans des partenariats a systématiquement recueilli le plus de Suffrage comme réponse à de nombreux risques.

## Avis des experts sur la mondialisation

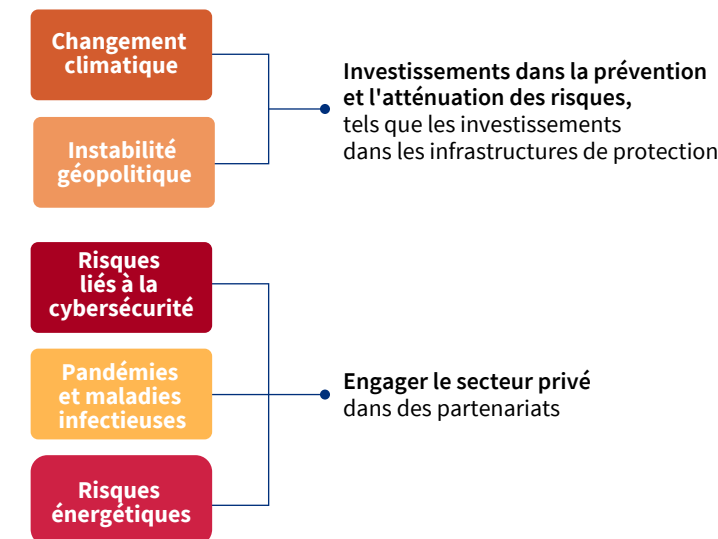
**49%** La mondialisation augmentera au fil du temps, car la plupart des pays essaieront de trouver des solutions collectives aux risques mondiaux

La mondialisation ralentira avec le temps, car la plupart des pays du monde essaieront de se protéger des risques mondiaux **51%**

## Niveau de décision le plus efficace



## Mesures que les autorités publiques devraient prendre



## AXA est bien positionné pour encourager les comportements positifs et travaille main dans la main avec toutes les parties prenantes pour relever les futurs défis mondiaux

**Alors que la coopération mondiale est menacée, les experts appellent à resserrer des partenariats public-privé pour trouver des solutions. Quelle peut être la contribution d'AXA ?**

**Frédéric de Courtois :** Traditionnellement, les gouvernements définissaient les normes et la réglementation, tandis que les compagnies d'assurance fournissaient les capitaux. Face à la montée des risques majeurs et à leur nature potentiellement systémique, une plus grande collaboration est devenue cruciale et certains gouvernements ont mis en place des partenariats public-privé (PPP) avec le secteur de l'assurance. C'est le cas en France, avec les compagnies d'assurances, les pouvoirs publics couvrent les risques extrêmes liés aux catastrophes naturelles et, plus récemment, aux catastrophes agricoles.



Nous, les assureurs, nous devons continuer à jouer notre rôle et nous nous engageons activement auprès des parties prenantes publiques pour améliorer la résilience sociétale. Des discussions sont en cours pour explorer d'éventuels nouveaux partenariats public-privé (notamment pour faire face aux cyber risques) et pour renforcer le rôle des assureurs et des gouvernements dans la prévention.

**Les experts ont des points de vue opposés sur l'avenir de la mondialisation : certains anticipent un nouveau recentrage de la gestion des crises au niveau national, tandis que d'autres y voient une opportunité pour renforcer la coopération internationale. À quoi devons-nous nous attendre ?**

**F. de C. :** Tout d'abord, ne tirons pas de conclusions hâtives : à ce stade, nous n'observons pas encore de « démondialisation » généralisée. Cependant, l'élan général et le soutien politique à la mondialisation ont été mis à mal. Nous ouvrons peut-être un nouveau chapitre, la sécurité économique y sera prioritaire par rapport au libre-échange et aux échanges mondiaux et la résilience y sera le maître mot. Il s'agit de savoir si nous allons continuer à trouver des moyens de collaborer et à chercher des solutions, ou si la rivalité entre les superpuissances l'emportera, aboutissant à un monde plus fragmenté où nous ne pouvons pas relever ensemble les défis qui nous impacteront tous.

**Frédéric de Courtois**  
Directeur général adjoint  
du Groupe AXA, en charge de  
la finance, de la gestion des risques,  
de la stratégie, de la réassurance  
cédée et des opérations





## L'avenir incertain de la mondialisation

Les tendances mondiales géopolitiques et macroéconomiques sont à l'origine de la démondialisation et de la régionalisation des échanges. La montée des tensions géopolitiques, surtout entre les États-Unis et la Chine, augmente les risques politiques qui sont exacerbés par l'instabilité économique récente.

Cet environnement politique international affectera particulièrement la démondialisation des chaînes d'approvisionnement commerciales et technologiques. Par exemple, devant les efforts de la Chine pour tirer parti de l'accès au marché et de la dépendance à l'exportation pour obtenir un soutien pour ses ambitions en matière de politique étrangère, de nombreux gouvernements occidentaux ont renforcé leurs propres contrôles à l'exportation et ont fait le bilan sur les vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement en vue d'atténuer les risques stratégiques.

L'administration Biden a largement suivi la politique de son prédécesseur avec des tarifs douaniers sur les produits chinois et encourage plus largement la relocalisation et le « friendshoring » ou « délocalisation chez les amis ». Parallèlement, les sanctions imposées par l'Occident à Moscou à la suite de son invasion de l'Ukraine redessinent et démondialisent les marchés de l'énergie sur des lignes géopolitiques.

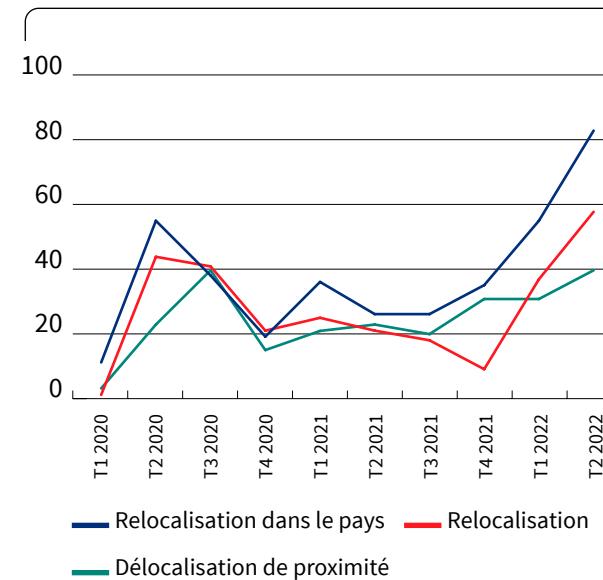
Même lorsque la politique commerciale multilatérale reste solide, les accords reflètent de plus en plus les alignements géopolitiques et cherchent à définir les normes mondiales en conséquence. Cela ressort clairement dans la ratification du Partenariat économique régional global (RCEP) dirigé par la Chine et de son concurrent régional, l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP).

Bien que la Chine ait demandé à rejoindre ce dernier, il est peu probable qu'elle y soit admise. Pendant ce temps, malgré leur retrait précoce du CPTPP, les États-Unis ont élaboré et négocient actuellement un cadre économique indo-pacifique qui, bien qu'il ne s'agisse pas d'un accord de libre-échange formel, sert à aligner plus étroitement les pays participants sur les normes et les intérêts économiques américains, dans un effort, en partie pour supplanter la Chine.

Les vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement technologiques ont joué un rôle clé dans la démondialisation, alors que les gouvernements, en particulier en Amérique du Nord, en Europe et dans la région Indo-Pacifique, s'efforcent de sécuriser l'accès aux technologies fondamentales essentielles pour la capacité industrielle. Les semi-conducteurs sont des produits de chaînes d'approvisionnement très innovants mais fragiles, ils sont donc particulièrement vulnérables aux risques liés à la sécurité nationale et à la chaîne d'approvisionnement logistique. De nombreux pays prennent des mesures spectaculaires pour attirer chez eux la capacité de fabrication de puces à semi-conducteurs et la résilience de la chaîne d'approvisionnement des semi-conducteurs a été au cœur des discussions dans les forums diplomatiques.

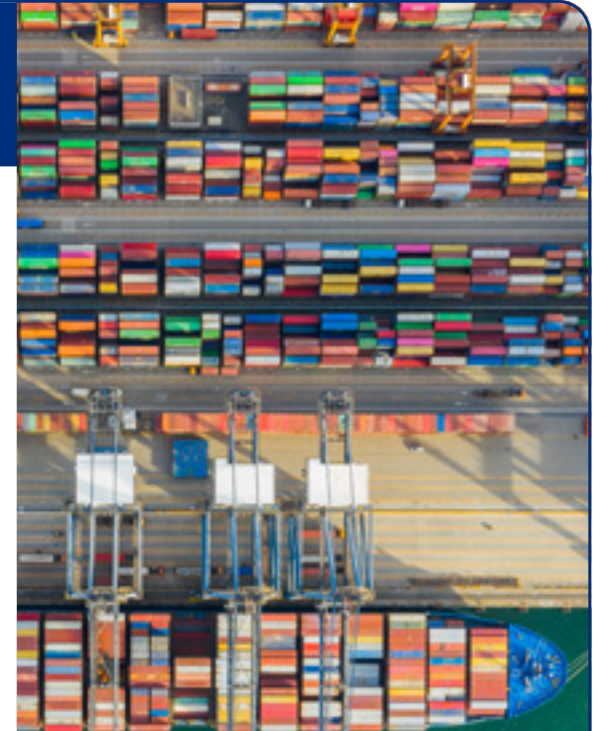
L'augmentation des perturbations causées par toute une palette de facteurs, y compris les conflits politiques, les événements météorologiques, les lockdowns et les problématiques ESG, poussent certaines entreprises à régionaliser leurs chaînes d'approvisionnement – de l'approvisionnement à la distribution sur le marché des consommateurs – dans le but de réduire les délais d'approvisionnement et d'atténuer les risques croissants. Si cette stratégie du secteur privé n'en est qu'à ses débuts,

**La relocalisation évoquée dans les appels des dirigeants**  
(nombre de mentions lors de présentations d'entreprises aux États-Unis)



Source : Bloomberg Data – Juin 2022

Le résultat sera une régionalisation commerciale croissante : selon McKinsey & Company, jusqu'à un quart des exportations mondiales de biens, soit 4 500 milliards de dollars, pourraient changer d'ici 2025. Dans un contexte de plus grande concurrence géopolitique et d'instabilité macroéconomique, ces tendances à la démondialisation et à la régionalisation risquent de perdurer.



# 1/4

**des exportations mondiales de biens pourraient changer d'ici 2025**

Source : McKinsey & Company

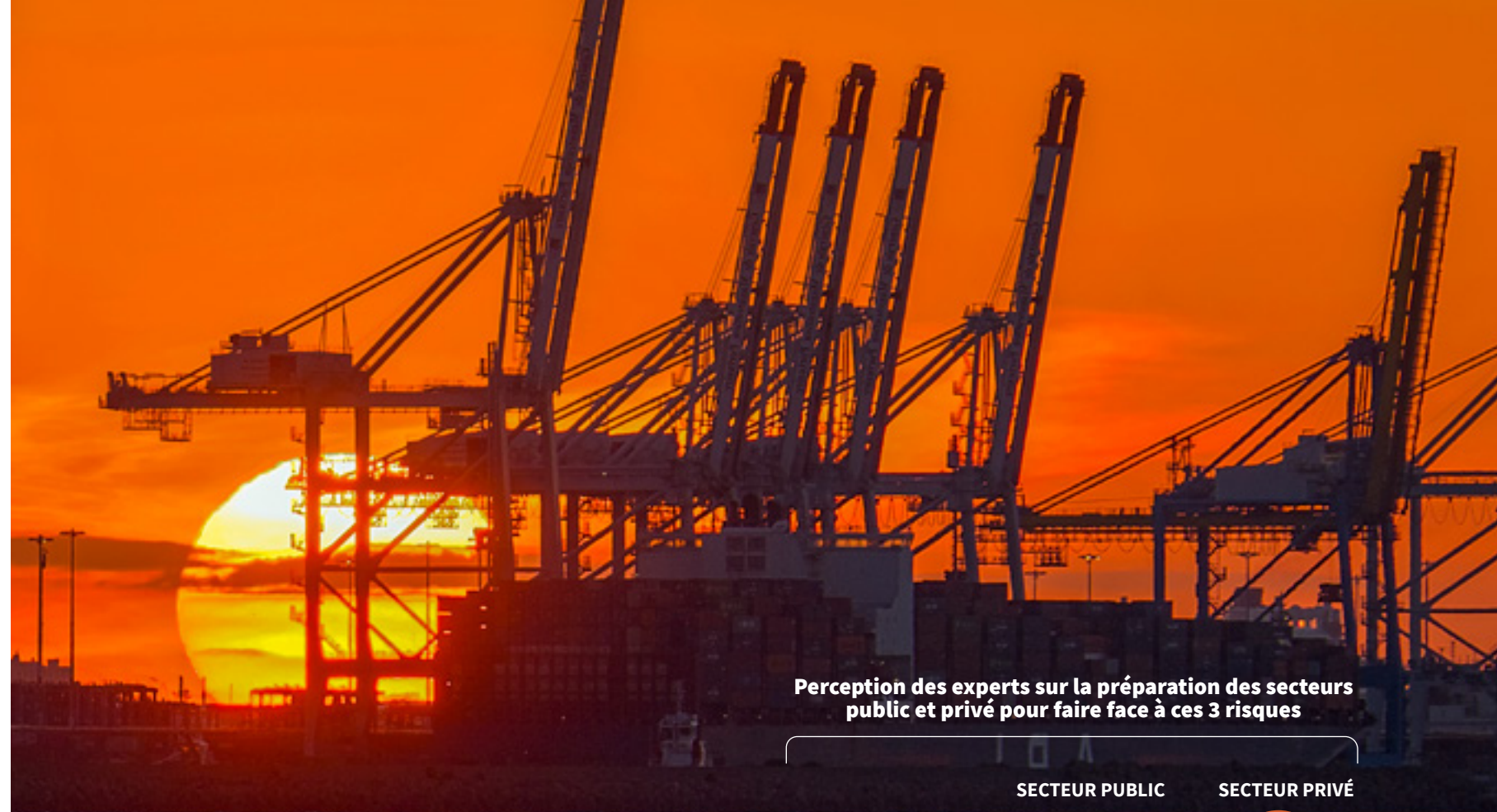


2

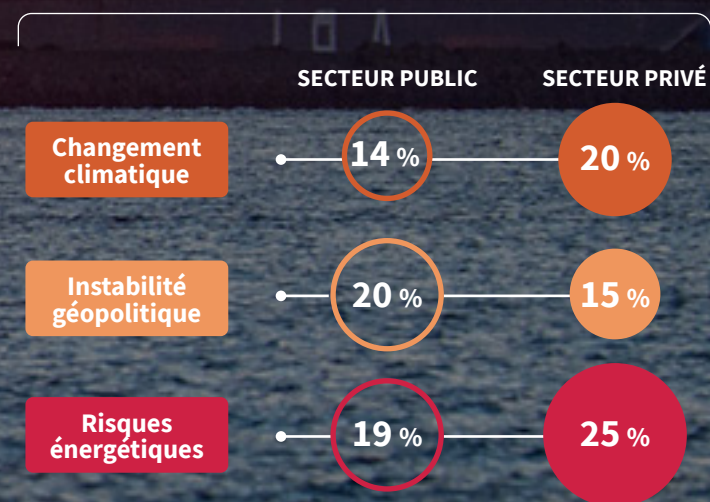
# CLIMAT, GÉOPOLITIQUE ET ÉNERGIE : UN NOUVEAU CARREFOUR DE RISQUES



Cette dernière année a vu une interconnexion de plus en plus importante de trois des quatre principaux risques classés par les experts – le changement climatique, l’instabilité géopolitique et les risques énergétiques. Après l’invasion de l’Ukraine par la Russie, les risques géopolitiques et les risques énergétiques ont tous deux grimpé en flèche dans le classement de l’étude. Alors que les impacts du changement climatique sont de plus en plus évidents, il en va de même pour la nécessité de passer à des sources d’énergie à faible émission de carbone. Pendant ce temps, l’aggravation des tensions géopolitiques soulève des doutes quant à la capacité future à trouver des solutions mondiales au changement climatique. La nécessité d’une approche holistique de ces trois risques majeurs est de plus en plus évidente.



Perception des experts sur la préparation des secteurs public et privé pour faire face à ces 3 risques



Compte tenu de la perception qu’ont les experts du niveau de préparation, la collaboration sera cruciale pour trouver des solutions à ces défis mondiaux



# Le changement climatique est là et les pouvoirs publics n'y sont pas préparés

Depuis 2018, le changement climatique arrive chaque année en tête du classement des experts, à une exception près : 2020. Cette année-là, l'étude avait été menée alors que la première vague de Covid-19 balayait le monde et, pour les experts, les pandémies et les maladies infectieuses étaient la principale menace.

Cette année, pour la première fois, des experts de toutes les régions ont désigné le changement climatique comme la principale menace. L'année dernière, en revanche, les experts américains avaient attribué la première place au cyber-risque alors que la pandémie restait la principale préoccupation des experts asiatiques. Pour nous, cette nouvelle unanimité est une étape positive vers un consensus entre les régions sur la nécessité d'une action urgente : comme l'indique le rapport 2022 du GIEC<sup>(1)</sup>, le changement climatique est une « *menace grave et croissante pour notre bien-être et pour la santé de planète*<sup>(2)</sup> ».

Lorsqu'on leur demande quel aspect du changement climatique les préoccupe le plus, le grand public (80 %) et les experts (86 %) citent massivement les risques physiques – tels que les inondations, les canicules, les tempêtes et l'élévation du niveau de la mer – plutôt que d'autres aspects, tels que les risques liés à la responsabilité en cas de sinistres ou la gestion de la transition vers une énergie plus propre.



SEULS

14%

des experts estiment que les pouvoirs publics sont bien préparés (19 % en 2021)

## LE POINT DE VUE DU FONDS AXA POUR LA RECHERCHE

Selon Apostolos Voulgarakis, titulaire de la Chaire de recherche AXA sur le climat et les feux de forêt, les conséquences sociales et économiques des feux de forêt catastrophiques sont en train d'exploser, tout comme le coût de la lutte contre les incendies. Grâce à ses recherches, nous avons accès à des données d'observation de la Terre sans précédent et à l'expertise nécessaire pour relever les grands défis.

Un autre titulaire de la chaire AXA, le professeur Mike W. Beck, s'attache plus particulièrement au renforcement de la résilience côtière avec des solutions qui s'appuient sur la nature. Il s'efforce de quantifier les avantages sociaux et économiques des habitats côtiers tels que les récifs coralliens, les marais et les forêts de mangrove, qui constituent la première ligne de défense essentielle des côtes. Ses recherches nous permettront d'identifier les possibilités les plus efficaces pour investir dans la protection et la restauration des écosystèmes.

Cela n'a rien de surprenant. On peut de moins en moins contester l'impact direct du changement climatique : juillet 2022 a vu des vagues de chaleur record en Europe, avec des températures atteignant 45,7°C en Espagne, des centaines de décès liés à la chaleur au Portugal et près de 346 000 hectares de terres ravagées par des incendies de forêt. Au Japon, pendant ce temps, une vague de chaleur a exercé une telle pression sur le réseau électrique qu'il a été demandé à la population d'éteindre les lumières et de rationner la climatisation pour éviter les coupures de courant.

Les personnes consultées soulignent que des conditions climatiques plus extrêmes sont susceptibles d'entraîner une augmentation de la migration forcée, exacerbant les tensions géopolitiques dans certaines régions.

Dans notre étude, nous avons demandé à des experts d'évaluer le rythme d'émergence de chaque risque : « déjà présent », « émerge rapidement » ou « émerge lentement ». La proportion affirmant que le changement climatique est « déjà présent » est passée de 46 % l'an dernier à 54 % cette année. Les experts voient également d'un mauvais œil le degré de préparation des autorités publiques, seuls 14% d'entre eux estimant qu'elles sont bien préparées, contre 19 % lors de l'enquête menée l'année dernière.

À la question sur les mesures que les autorités publiques devraient adopter, les investissements dans les infrastructures d'atténuation et de protection sont arrivés en tête des réponses, juste devant la collaboration public-privé qui sera cruciale pour mobiliser les investissements nécessaires. Il est de plus en plus manifeste que des actions coordonnées sont indispensables pour éviter une catastrophe.

(1) Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat  
(2) Changement climatique : une menace pour le bien-être humain et la santé de la planète. Agir maintenant peut assurer notre avenir, GIEC, 28 février 2022



## ☞ La transition énergétique a toujours été pour nous une priorité essentielle ☛

**Pourquoi le changement climatique est-il important pour AXA et quel rôle pouvons-nous jouer ?**

**Renaud Guidée :** En tant qu'assureurs, nous connaissons très bien les phénomènes météorologiques extrêmes et les nombreuses conséquences néfastes du changement climatique et il est dans notre intérêt de soutenir et de favoriser la décarbonation de l'économie. La transition énergétique a toujours été pour nous une priorité essentielle : depuis 2015 nous avons décuplé nos investissements dans les énergies renouvelables, tout en réduisant nos investissements dans les énergies fossiles à un rythme qui permet à l'économie de se transformer.

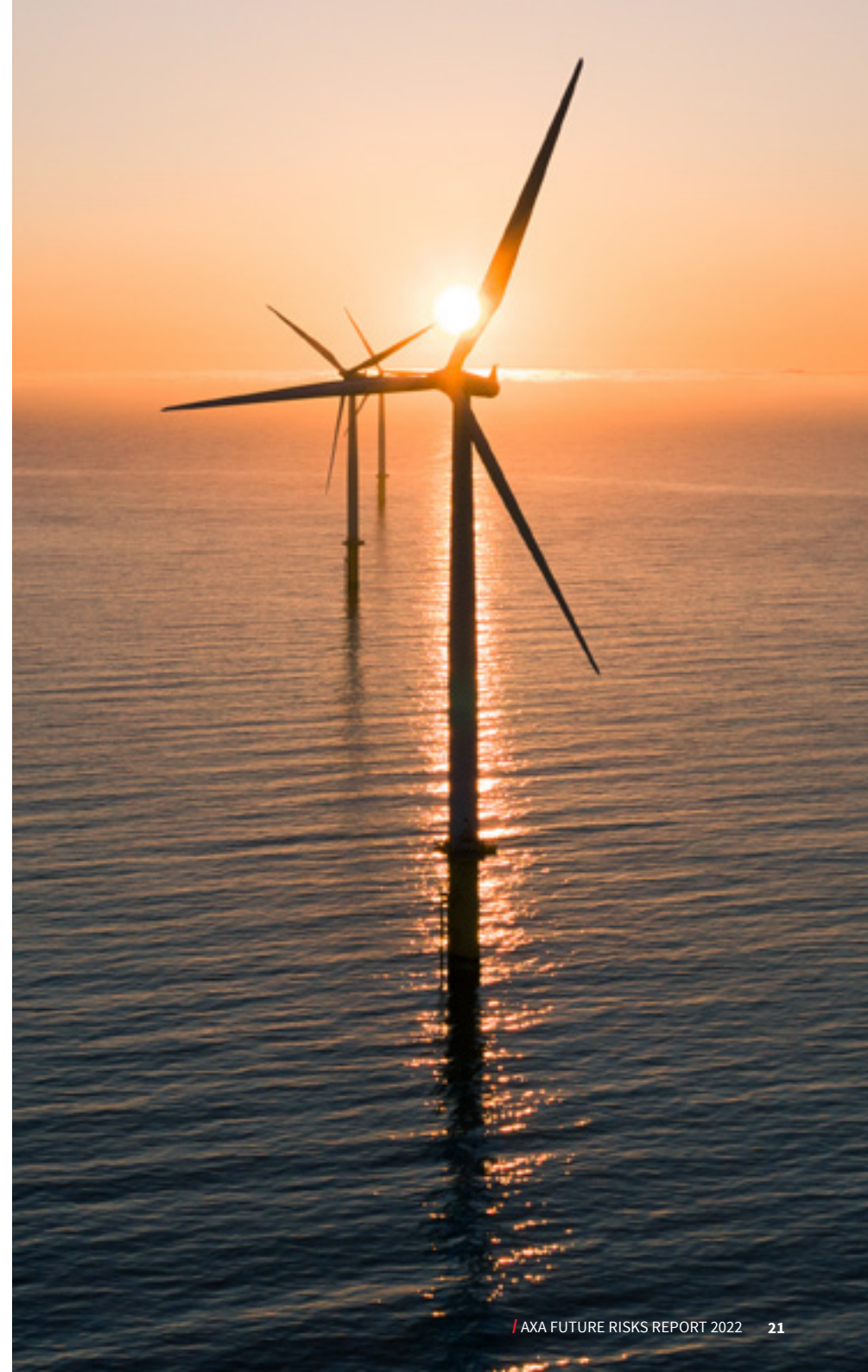


**Renaud Guidée**  
Directeur des risques  
du Groupe AXA

Au-delà de son influence économique, AXA a toujours voulu jouer un rôle moteur en mettant son poids politique au service d'initiatives collectives pour stimuler le changement global, seul moyen d'avoir un impact réel dans la lutte contre le changement climatique. Nous avons joué un rôle de premier plan en 2016 dans la création de la Task Force on Climate-related Financial Disclosures, pour lutter contre le réchauffement climatique, et avons poursuivi en 2021 en tant que membre fondateur de la Taskforce on Nature-related Financial Disclosures, destinée à protéger la biodiversité.

**Dans l'édition de l'an dernier, nous avons évoqué la Net-Zero Insurance Alliance, lancée en juillet 2021 et présidée par AXA. Pouvez-vous faire le point sur la situation ?**

**R. G. :** La Net-Zéro Insurance Alliance est, à ce jour, l'effort le plus ambitieux du secteur de l'assurance pour faire face à la crise climatique par le biais de la souscription d'assurances. En collaboration avec les Nations Unies, nous élaborons un plan pour une assurance nette zéro. De huit membres fondateurs, nous sommes passés à 29 membres issus de tous les continents, avec des assureurs, des réassureurs et des marchés de l'assurance. Nous nous sommes tous engagés à atteindre d'ici 2050 zéro émission nette dans nos activités d'assurance, avec des objectifs intermédiaires en cours de route. La force de la Net-Zéro Insurance Alliance réside dans le fait que nous apprenons collectivement beaucoup plus rapidement que si nous étions seuls. Les mois à venir seront décisifs, avec des étapes clés telles que la publication de normes de mesure mondiales et la publication de notre protocole de définition d'objectifs.



# FOCUS SUR la jeunesse



Les jeunes sont plus préoccupés que les générations plus âgées par les risques environnementaux en général : chez eux, le changement climatique occupe la première place des risques, la pollution venant en 3<sup>ème</sup> position et la biodiversité en 5<sup>ème</sup>. Ils sont également plus sensibles que la moyenne aux questions de responsabilité (15 % contre 11 % pour le grand public), ce qui reflète une tendance croissante des jeunes à considérer l'action en justice comme un moyen potentiellement efficace pour exiger des mesures de protection de l'environnement – comme en témoigne une affaire récente en Australie sur le processus d'approbation des nouveaux projets d'extraction de charbon<sup>(3)</sup>.

(3) Un tribunal australien annule une décision révolutionnaire selon laquelle le ministre avait le devoir de protéger les jeunes contre le changement climatique, CNN, 15 mars 2022

## Les risques pour la biodiversité sont toujours préoccupants, notamment en Europe

Les risques liés à la perte de ressources naturelles et de biodiversité ont légèrement reculé cette année par rapport à l'année dernière, même s'ils restent élevés : 7<sup>ème</sup> place pour les experts et 9<sup>ème</sup> pour le grand public, contre respectivement 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> places un an plus tôt. Lorsqu'on leur demande ce qui a motivé leur choix, les personnes consultées

sont plus nombreuses (56 % des experts et 54 % du public) à citer la perte de biodiversité due à la déforestation et à la désertification plutôt que la surconsommation des ressources naturelles. C'est en Europe que les risques pour la biodiversité sont classés le plus haut, avec la 5<sup>ème</sup> place parmi les experts et 6<sup>ème</sup> parmi le grand public.

### Le changement climatique comme premier risque dans toutes les zones géographiques

|   | AMERIQUE                 | AFRIQUE                            | EUROPE                   | ASIE PACIFIQUE ET MOYEN ORIENT     |
|---|--------------------------|------------------------------------|--------------------------|------------------------------------|
| 1 | Changement climatique    | Changement climatique              | Changement climatique    | Changement climatique              |
| 2 | Risques de cybersécurité | Risques de cybersécurité           | Instabilité géopolitique | Pandémies et maladies infectieuses |
| 3 | Instabilité géopolitique | Pandémies et maladies infectieuses | Risques de cybersécurité | Risques de cybersécurité           |

👁️ Face à l'urgence climatique, il est crucial d'agir collectivement pour trouver des solutions globales. AXA se positionne en moteur du changement et en acteur pleinement engagé dans la transition de nos sociétés vers une économie bas carbone. 🗣️

**Ulrike Decoene,**  
Directrice  
de la communication,  
de la marque et du  
développement durable  
du Groupe AXA





# Les experts s'inquiètent plus que le public de l'escalade des tensions géopolitiques pouvant déboucher sur une guerre mondiale

Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, certains commentateurs ont prédit que le programme de développement durable serait éclipsé par les inquiétudes suscitées par cette crise et d'éventuels conflits futurs. Le fait que les experts, au même titre que le grand public, placent le changement climatique au premier rang, ne corrobore pas cette idée, mais les tensions géopolitiques ont néanmoins grimpé rapidement dans le classement : chez les experts, elles sont passées de la 4<sup>ème</sup> à la 2<sup>ème</sup> position, et chez le grand public de la 9<sup>ème</sup> à la 3<sup>ème</sup>.

Les experts sont encore plus inquiets que le grand public quant à la possibilité d'une nouvelle escalade des tensions, en Europe et au-delà. Nous avons demandé aux experts et au public de choisir l'idée avec laquelle ils étaient le plus en accord : « les tensions géopolitiques vont s'exacerber pouvant conduire à une nouvelle ère de guerres mondiales », ou « le risque de guerre mondiale est faible car ces tensions ont toujours existé ». Les experts étaient plus enclins que le public – 77 % contre 69 % – à craindre une nouvelle ère de guerres.

De même, 95% des experts estiment que les tensions géopolitiques vont se faire plus persistantes et 94% s'attendent à ce qu'elles se propagent dans le monde. Au Royaume-Uni, en particulier, les experts sont pessimistes – presque tous sont inquiets de la propagation mondiale des tensions.

Lorsqu'on leur a demandé quel aspect de l'instabilité géopolitique les préoccupait le plus, les experts et le grand public étaient les plus enclins à citer la résurgence des conflits militaires. Les menaces nucléaires inquiètent davantage le public que les experts (23 % contre 13 %), et les experts sont plus enclins à citer les perturbations de la chaîne d'approvisionnement (18 % contre 13 %).

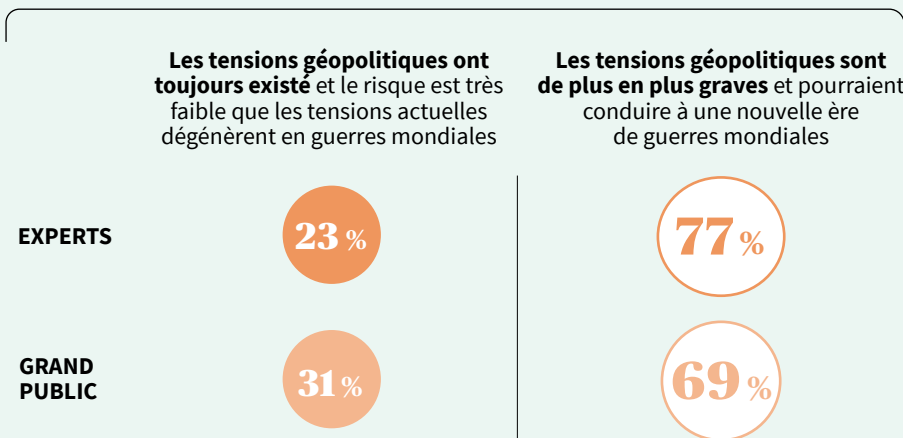
Cependant, même les options qui sont relativement bas sur cette échelle restent des préoccupations importantes. Lorsque nous leur avons demandé s'ils considéraient que la menace que font peser les tensions géopolitiques sur l'approvisionnement alimentaire et énergétique est un risque important, 91 % des experts et 85 % du public étaient d'accord.

## LES EXPERTS DES ENTREPRISES CLIENTES D'AXA CRAIGNENT UNE AUGMENTATION DES PERTURBATIONS DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

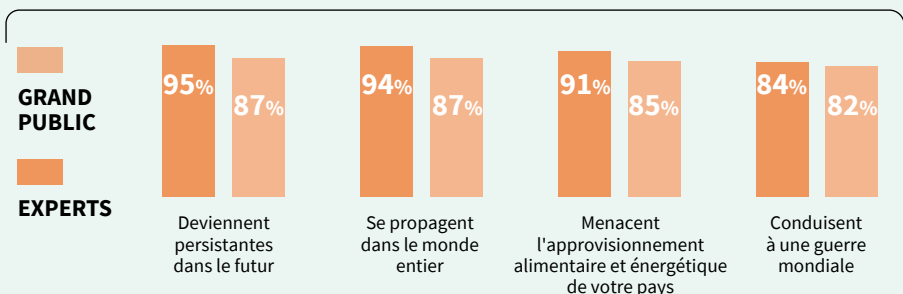
L'interruption de l'exploitation est une crainte importante pour les gestionnaires de risques des grandes entreprises. Ils sont presque enclins à classer les perturbations de la chaîne d'approvisionnement (28 %) et la résurgence des conflits armés (30 %) parmi leurs principales préoccupations concernant l'instabilité géopolitique. Avec la pandémie, les entreprises et les gouvernements se sont rendu compte que leurs chaînes d'approvisionnement peuvent les exposer aux pénuries de marchandises.

Parallèlement à la concurrence géopolitique – surtout entre les États-Unis et la Chine – cette prise de conscience alimente désormais des tendances telles que le découplage des minéraux critiques et des technologies à double usage, la relocalisation, le « friendshoring » et la démondialisation. Comme ces tendances semblent devoir perdurer, les assureurs peuvent jouer un rôle important en proposant des services de conseil en matière de risques dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement.

### Opinion sur les tensions géopolitiques



### Conséquences des tensions géopolitiques



N.B. pourcentage d'experts et du grand public pensant qu'il existe un risque important que cette conséquence se matérialise

## FOCUS SUR la jeunesse



Les jeunes sont moins préoccupés par l'instabilité géopolitique que les générations plus âgées. Ils classent ce risque seulement au 10<sup>ème</sup> rang contre le 3<sup>ème</sup> rang pour le grand public dans son ensemble. Ils sont également plus optimistes : pour eux, les tensions géopolitiques ne devraient pas conduire à une nouvelle ère de guerre mondiale - 41 % ont déclaré qu'ils pensaient que ce risque était très faible, contre 31 % du grand public et seulement 23 % des experts.

# Les Européens sont particulièrement préoccupés par la crise énergétique imminente

Les risques énergétiques ont grimpé dans le classement encore plus drastiquement que les tensions géopolitiques, progressant de plus de dix places pour se hisser au 4<sup>ème</sup> chez les experts et au 5<sup>ème</sup> chez le grand public. Les deux sont liés : les turbulences géopolitiques ont braqué les projecteurs sur ce risque, d'autant plus que les pays qui s'appuyaient historiquement sur l'énergie russe cherchent de toute urgence à trouver des sources alternatives.

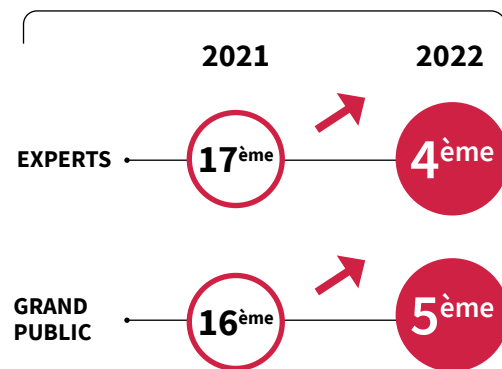
Les experts (61 %) et le public (58 %) ont déclaré que leur principale raison de choisir les risques énergétiques comme priorité était la hausse des prix et les problèmes d'approvisionnement. Ces inquiétudes sont particulièrement aiguës en Europe, où les approvisionnements énergétiques sont le plus directement touchés par l'invasion Russe en Ukraine. Les risques énergétiques sont mieux classés en Europe que partout ailleurs, atteignant la 3<sup>ème</sup> position au sein du grand public. En Allemagne, où la Russie représentait 40 % des importations de gaz naturel au premier trimestre 2022, le public les classe en 2<sup>ème</sup> position.

Les inquiétudes concernant la hausse des prix et les ruptures d'approvisionnement affectent les entreprises au même titre que les familles et les particuliers. Lorsqu'on leur a demandé si, dans leur vie quotidienne, ils se sentaient personnellement exposés à un risque, les experts (73 %) et le grand public (71 %) avaient tendance à se sentir plus menacés par les risques énergétiques que par tous les autres risques. De même, les experts avaient plus tendance à penser que le grand public est plus sensibilisé aux risques énergétiques qu'à tout autre risque de la liste.

Les risques énergétiques conjuguent des préoccupations géopolitiques et le changement climatique qui nécessite une transformation des sources d'énergie pour passer à une économie bas carbone. Seuls 19 % des experts estiment que les pouvoirs publics sont bien préparés à faire face aux risques énergétiques – et, comme pour de nombreux autres risques, ils affirment que la collaboration entre les secteurs public et privé devrait être la priorité absolue pour proposer des solutions innovantes permettant de traverser la crise actuelle et d'accélérer la transition énergétique.



## Classement des risques énergétiques par les experts et le grand public



# ENTRETIEN

## Notre expertise nous aidera à souscrire à des technologies pour assurer la transition énergétique

*En qualité d'assureur de grands risques, comment AXA XL accompagne-t-il la transition énergétique ?*

**Libby Benet** : En tant qu'assureur de grands risques, AXA XL comprend l'importance vitale d'aider ses clients tout au long de leur parcours de transition énergétique. Notre objectif est de travailler avec des clients qui sont des « leaders de la transition », c'est-à-dire des fournisseurs d'énergie traditionnels qui investissent significativement dans des solutions alternatives, ou de nouveaux fournisseurs d'énergie qui apportent des technologies alternatives.

**Libby Benet**  
Directrice monde de la souscription d'AXA XL



Pour comprendre leurs plans de transition et nous assurer qu'ils sont en accord avec nos objectifs RSE, nous utilisons un cadre propriétaire basé sur un certain nombre de mesures scientifiques. Mais comme le défi de la transition énergétique concerne l'ensemble de l'industrie, nous nous engageons également dans le marché de l'énergie au sens large pour aider à relever la barre dans l'ensemble du secteur et à soutenir nos clients dans cette démarche.

*Quels sont les enjeux en matière de souscription ?*

**L. B.** : Une grande partie de la technologie et de nombreux processus nécessaires pour assurer la transition énergétique en sont encore à leurs balbutiements, ce qui pose un défi aux souscripteurs : nous manquons d'expérience en matière de sinistres et de données sur lesquelles fonder les décisions. Nous continuerons ainsi que le reste de l'industrie à compter sur notre expertise en matière de souscription et sur les experts du secteur de l'énergie pour nous aider à souscrire à ces technologies nouvelles et en développement. Nous pouvons également soutenir nos clients avec des solutions d'assurance innovantes telles que l'assurance caution de bonne fin – qui couvre la sortie d'une nouvelle technologie dans laquelle les investisseurs n'ont peut-être pas encore totalement confiance.

## Comment concilier sécurité énergétique et ambition climatique à long terme ?

Les perturbations causées par la crise politique se traduisent par une hausse des prix, une augmentation de l'incertitude quant à l'approvisionnement et, en particulier en Europe, une plus grande intervention de l'État sur les marchés pour réduire l'impact sur les consommateurs. L'invasion Russe en Ukraine a mis en évidence la vulnérabilité énergétique de l'Europe, mais les approvisionnements en pétrole ont également été comprimés par la discipline de l'OPEP et par l'accent mis par les producteurs de gaz de schiste américains sur les flux de trésorerie plutôt que sur la croissance. Parallèlement, la demande d'énergie devrait continuer de croître inexorablement au cours de la prochaine décennie. Si les gouvernements veulent assurer des flux d'énergie suffisants à l'avenir, ils devront proposer une politique et une réglementation claires en vue d'encourager les investissements à long terme.

Mais cela n'implique pas pour autant de sacrifier les ambitions climatiques à long terme et les efforts pour atteindre zéro émission nette d'ici le milieu du siècle. La loi sur la Réduction de l'inflation (IRA) aux États-Unis donnera un coup de pouce majeur aux efforts de réduction des émissions sans pénaliser la disponibilité de l'énergie ou la croissance économique. Alors même que les gouvernements de l'UE se voient forcés d'intervenir pour gérer les contraintes de disponibilité à court terme dues à la réduction des flux de gaz russe, le plan européen RePowerEU illustre de manière encore plus ambitieuse que la sécurité énergétique et la décarbonation à long terme ne s'excluent pas mutuellement.

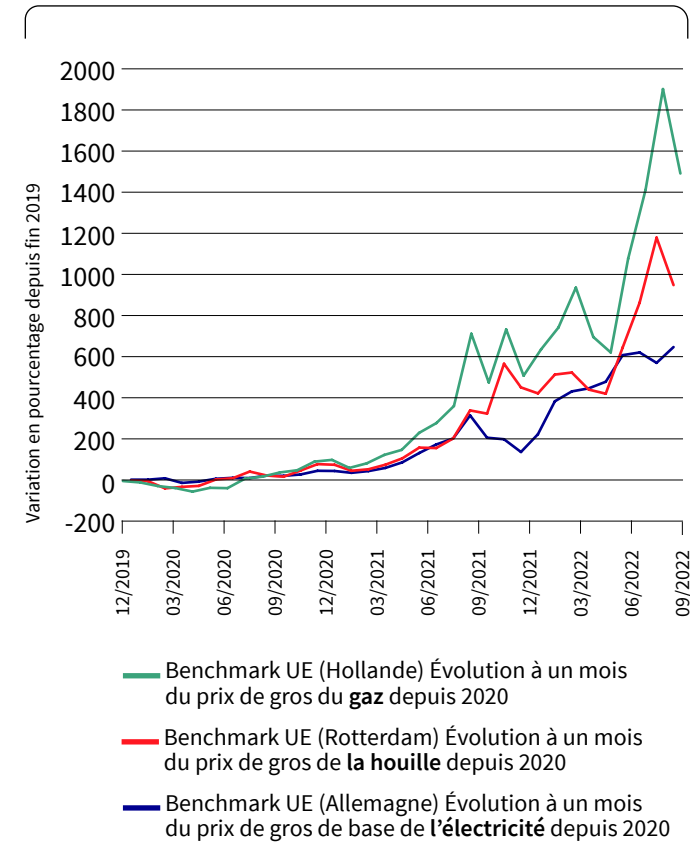
Ces politiques transformant la façon dont l'énergie est produite et consommée, de nouveaux moteurs

technologiques seront à l'origine de nouveaux risques géopolitiques. L'ascension de la Chine depuis une décennie au rang de premier fournisseur mondial de systèmes d'énergie propre suscite l'inquiétude croissante des alliés occidentaux et les pousse à adopter la diplomatie de la chaîne d'approvisionnement et une politique industrielle nationale ciblée d'une manière inédite depuis des décennies. La montée en flèche de la demande en minéraux essentiels pour alimenter les chaînes de production a déclenché une nouvelle vague de nationalisme des ressources dans des pays tels que l'Indonésie et le Chili. Dans ce nouveau paysage énergétique, le contrôle de la propriété intellectuelle et du transfert de technologie sera aussi essentiel que le contrôle de l'extraction des ressources l'a toujours été.

Les réponses des gouvernements et des entreprises aux craintes pour la sécurité énergétique causées par les flambées des prix et les contraintes d'approvisionnement façonneront l'arc global de la transition. Ainsi, cette année la Chine et l'Inde ne sont pas les seuls pays à avoir accru leur dépendance à court terme au charbon en réponse aux prix mondiaux du gaz naturel ; il en a été de même pour l'Allemagne. Les gouvernements de Pékin, New Delhi et Berlin restent déterminés à réduire les émissions à long terme ; mais garder les lumières allumées et continuer à alimenter leurs économies est une priorité absolue, même si cela implique un énorme soutien budgétaire et d'imposer des mesures d'efficacité.

Les gouvernements ne parviennent pas à fixer l'ordre du jour. Le secteur financier peut jouer son rôle avec des politiques de divulgation et des décisions d'allocation de capital basées sur la décarbonation et sur les exigences

### Hausse des prix de l'énergie dans l'UE



Source : Refinitiv

climatiques de leurs investisseurs et actionnaires. Mais l'inquiétude croissante du public concernant la sécurité énergétique, alimentée par les crises géopolitiques de l'année dernière, va exercer une pression croissante sur les gouvernements en faveur d'une coopération mondiale.





# PERSPECTIVE HISTORIQUE

## Le rôle des assureurs pour aider les sociétés à faire face à des risques nouveaux ou en évolution

Le rôle des assureurs est de protéger les personnes contre les risques. Historiquement, lorsque de nouvelles sources d'incertitude sont apparues, les assureurs ont trouvé des solutions innovantes.

### Devant l'incertitude - La naissance de l'assurance

Années 1600



Le rôle des assureurs est de protéger les personnes contre les risques. Historiquement, lorsque de nouvelles sources d'incertitude sont apparues, les assureurs ont trouvé des solutions innovantes. En effet, le tout début de l'industrie de l'assurance - dans les années 1600, dans un café londonien fréquenté par des armateurs et des marchands - est venu pour répondre à une nouvelle forme de risque : le naufrage de navires transportant des marchandises de valeur, alors que l'exploration du Nouveau Monde s'accompagnait de l'augmentation du commerce international par voie maritime.

1666



Lorsque le grand incendie de Londres a détruit plus de 13 000 bâtiments en 1666, il a mis en évidence le risque d'incendie pour les biens. Les assureurs maritimes ont répondu à l'inquiétude du public en se diversifiant dans l'assurance incendie. Au fil des siècles, le même schéma s'est reproduit à maintes reprises : une nouvelle forme d'incertitude surgit et le secteur de l'assurance réagit en développant de nouveaux produits et services.

### Coopérer pour affronter les risques émergents - Groupements d'assurances et partenariats public-privé

Années 50



Parfois, cela a impliqué de trouver de nouvelles façons de travailler ensemble. Ainsi, alors que la peur d'une catastrophe nucléaire augmentait dans les années 1950, par exemple, les assureurs ont dû relever un nouveau défi : un accident nucléaire dans un pays donné pouvait submerger le secteur de l'assurance de ce pays. Mais la population continuait à vouloir souscrire une assurance contre les risques nucléaires. La solution a été de mutualiser les risques à l'international. Aujourd'hui, 300 entreprises dans 31 pays mutualisent ainsi leurs capacités<sup>(4)</sup>.

(4) Pools nucléaires - Comment fonctionne l'assurance nucléaire ? - Assureurs des Risques Nucléaires

Années 80



Dans d'autres cas, le secteur de l'assurance a collaboré avec les gouvernements sur des moyens innovants de protection du public contre des menaces émergentes. Dans les années 1980, par exemple, la multiplication des événements climatiques extrêmes non couverts par les assurances traditionnelles a poussé l'État et les assureurs français à mettre en place le système « Cat Nat », un partenariat public-privé associant la réassurance publique à l'expertise des assureurs privés.

2001



De même, les attentats du 11 septembre ayant entraîné un volume d'indemnisations parmi les plus importants de l'histoire mondiale de l'assurance, des assureurs aux États-Unis et dans d'autres pays se sont associés à des gouvernements pour partager les risques d'indemnisation en cas de futurs actes de terrorisme.

### Des risques physiques aux risques numériques

Années 90-2000



Plus récemment, avec l'essor du secteur informatique on a assisté à une croissance rapide des produits d'assurance contre les cyber-risques. Ces derniers s'adressaient initialement aux sociétés informatiques gérant des systèmes utilisés par d'autres entreprises, mais avec une portée de plus en plus importante. Les parallèles avec les années 1600 sont clairs : la valeur économique et les pratiques commerciales se sont déplacées de la terre vers la mer, elles passent maintenant du physique au virtuel - dans les deux cas, créant de nouvelles incertitudes et suscitant des innovations de la part des assureurs en vue d'aider les gens à gérer les risques inconnus auxquels ils sont confrontés.

3

**LES RISQUES DE LA  
« NOUVELLE NORMALITÉ » :  
CYBER ET SANTÉ**



Les cyber-risques occupent à nouveau une place prépondérante dans l'étude de cette année : avec la montée des tensions géopolitiques et la digitalisation croissante de nos vies, la perspective d'une cyber-attaque majeure – ciblant les services et infrastructures essentiels – n'a jamais semblé aussi réelle. Dans le sillage de la pandémie, les cyber-risques semblent susceptibles de venir rejoindre dans le paysage les risques de la « nouvelle normalité » et un spectre plus large de risques pour la santé : si l'étude montre que les inquiétudes concernant les pandémies reculent dans de nombreuses régions elle souligne également les préoccupations croissantes concernant d'autres aspects de la santé.





# FOCUS SUR la jeunesse



Comme dans l'étude de l'année dernière, les plus jeunes ont moins tendance que leurs homologues plus âgés à sélectionner des risques de cybersécurité en raison de préoccupations concernant les menaces aux infrastructures critiques et aux services essentiels. En revanche, ils sont relativement plus préoccupés par l'usurpation d'identité (29 %) et par les atteintes à la vie privée (25%).

## Les préoccupations liées à la cybersécurité restent élevées dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes

Chaque année les risques cyber figurent dans le top trois des experts de l'étude. Seul le risque de pandémie de 2020 les a fait reculer à la seconde place, l'étude coïncidant alors avec l'émergence de la Covid. Il en va de même cette année avec le risque géopolitique à la suite de l'invasion Russe en Ukraine. La vie dépendant de plus en plus de la technologie, les risques liés à la cybersécurité semblent – comme la santé – être une caractéristique durable du futur paysage des risques.

Cela est d'autant plus vrai que la propagation et la persistance attendues des tensions géopolitiques alimentent directement les inquiétudes concernant les cyber-risques. Interrogés sur la principale préoccupation qui les a motivés à retenir ce risque, les experts étaient cette année légèrement plus enclins que l'année dernière à citer l'arrêt des infrastructures critiques et des services essentiels (51 % contre 47 % en 2021). Les conflits entre États-nations sont un facteur de risque majeur pour les attaques ciblant les services essentiels d'un pays, tels que les systèmes de santé – qui sont déjà soumis à de fortes pressions dans de nombreux pays, alors qu'ils cherchent à faire face aux conséquences de la Covid.

Comme pour de nombreux risques, les experts ont cité la collaboration public-privé comme la plus grande priorité des autorités publiques en vue de faire face à ce risque. Les experts sont beaucoup moins enclins à dire que le secteur public (25 %) est bien préparé aux cyber-risques contre 42 % pour le secteur privé – en effet, ils estiment que le secteur privé est mieux préparé aux cyber-risques que tout autre.

### Principales préoccupations des experts et du grand public concernant les cyber risques

| EXPERTS   | GRAND PUBLIC  |
|---|---|
| <b>1</b> Arrêt des services essentiels et des infrastructures critiques | <b>1</b> Usurpation d'identité (personnelle et des sociétés)            |
| <b>2</b> Usurpation d'identité (personnelle et des sociétés)            | <b>2</b> Arrêt des services essentiels et des infrastructures critiques |
| <b>3</b> Cyber-extorsion et ransomiciels                                | <b>3</b> Atteintes à la vie privée                                      |

### DES RISQUES QUI RESTENT INAPERÇUS – À QUELLE VITESSE LES RUPTURES TECHNOLOGIQUES ÉMERGENT-ELLES ?

Lorsque nous avons demandé aux experts de classer chaque risque comme « émerge lentement », « émerge rapidement » ou « déjà présent », les deux principaux risques de la catégorie « émerge rapidement » étaient technologiques : les risques économiques liés à la technologie (50 %) et les risques liés aux technologies de rupture (48 %). Parmi les risques économiques liés à la technologie, la préoccupation la plus citée – mentionnée par 38 % des personnes sondées l'année dernière et 41 % cette année – était liée aux crypto-monnaies et aux jetons numériques.

Les technologies de rupture restent dans le bas du classement global, bien qu'elles aient légèrement progressé cette année par rapport à l'année dernière chez les experts (passant du 21<sup>ème</sup> au 20<sup>ème</sup> rang) et auprès du grand public (du 24<sup>ème</sup> au 23<sup>ème</sup> rang). Après un an de battage médiatique autour du métaverse, les interfaces homme-machine avancées et la réalité virtuelle et augmentée sont restées les préoccupations les plus citées par les personnes sondées qui ont choisi ce risque.

L'intelligence artificielle (IA) et le big data sont un autre risque lié à la technologie qui a été largement considéré comme « émergeant rapidement » (46 %). Les experts et les membres du public qui ont cité ce risque étaient plus enclins cette année que l'année dernière à donner la priorité à l'IA avancée car pour eux, elle représente une menace existentielle pour l'humanité - en revanche, les préoccupations en matière de réglementation et de responsabilité étaient plus souvent mentionnées dans l'étude de l'an dernier.



## L'émergence d'un monde « technopolaire »

Les événements de 2022 ont renforcé le sentiment que le pouvoir passe largement des États-nations à une poignée d'entreprises technologiques mondiales. La guerre en Ukraine a montré que ces entreprises peuvent avoir plus d'influence géopolitique que de nombreux pays : Microsoft a détecté une cyberactivité russe et Starlink a fourni de la connectivité aux villes et aux troupes ukrainiennes. Pendant ce temps, lorsque les pays occidentaux cherchaient des sanctions qui affaibliraient le gouvernement russe, les composants technologiques haut de gamme figuraient en tête de liste.

La façon dont les chefs d'entreprise, les journalistes et les militants politiques communiquent désormais avec le public, principalement via quelques plateformes de réseaux sociaux, illustre parfaitement le monde « technopolaire » émergent. Les entreprises propriétaires de ces plateformes continuent d'être largement livrées à elles-mêmes : lorsque la Cour suprême a rendu, par exemple, la décision Roe vs Wade, elles ont décidé elles-mêmes comment réglementer le discours sur l'avortement et la santé procréative.

Les dirigeants des entreprises technologiques se lancent également dans divers paris contre l'État, notamment, du moins pour la fourniture privée de biens historiquement publics. Il s'agit notamment

de la commercialisation de l'espace, du plaidoyer pour l'adoption des crypto-monnaies - qui réduisent le pouvoir que les États peuvent exercer par le biais de la politique monétaire - et des tentatives de vulgarisation du métaverse comme futur moyen de communication.

Malgré un certain élan aux États-Unis, la législation antitrust et sur la protection de la vie privée reste loin d'être acquise, même si sans le Congrès, les régulateurs américains ont agi contre la puissance technologique croissante. D'autres États, tels que l'UE et l'Australie, sont allés plus loin dans leur lutte contre les plateformes technologiques. La Chine a organisé une répression qui visait apparemment à freiner les monopoles, mais en réalité elle visait surtout à subordonner le pouvoir technologique au pouvoir politique.

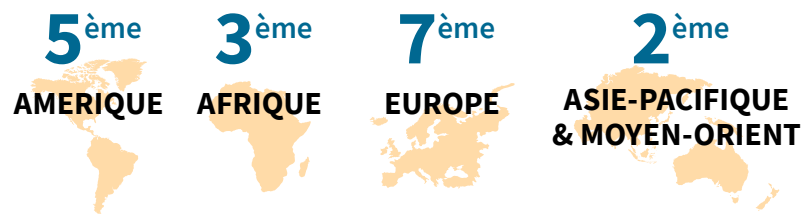
Le pouvoir des entreprises technologiques ne fera que gagner en puissance en 2023, et elles occuperont de plus en plus des positions à la hauteur de leur pouvoir. Ces positions peuvent s'aligner sur les gouvernements – comme cela s'est produit principalement en Ukraine – mais elles peuvent tout aussi bien ne pas s'aligner.



# Les inquiétudes du public concernant la santé persistent et s'amplifient

Pour les experts, les risques liés aux pandémies et aux maladies infectieuses ont perdu de leur acuité - arrivant en 5<sup>ème</sup> position dans l'étude de cette année, contre la 3<sup>ème</sup> place l'an dernier et la 1<sup>ère</sup> en 2020. C'est en Europe que le recul a été le plus important, tandis que les experts d'autres zones géographiques - notamment en Afrique, en Asie-Pacifique et au Moyen-Orient - ont continué à lui attribuer un rang plus élevé. Le grand public reste plus inquiet que les experts concernant la santé : il avait classé ce risque en tête l'an dernier, et il n'est qu'au 2<sup>ème</sup> rang cette année. Il est cependant toujours en dans le top 3 du classement en Afrique et en Asie.

## Classement des pandémies et des maladies infectieuses par région selon les experts



Les résultats de l'étude indiquent que les problèmes de santé persistants gagnent du terrain depuis la Covid. L'année dernière, pour 41 % des personnes sondées du grand public ayant sélectionné les pandémies parmi leurs principaux risques, les impacts à long terme de la Covid était leur principale préoccupation. Cette proportion a été réduite de plus de moitié cette année, à 19 % - en revanche, les membres du public s'inquiètent davantage des nouvelles souches d'autres maladies infectieuses (32 % contre 23 %).

Avec de nouvelles alertes sanitaires régulièrement diffusées dans les médias - de la propagation de la variole du singe à une augmentation de l'hépatite chez les enfants et à la découverte de cas de poliomyélite dans les eaux usées du Royaume-Uni - l'attention du public sur les risques pour la santé ne devrait pas se relâcher.



## RISQUES PASSÉS INAPERÇUS - À QUEL POINT SOMMES-NOUS PROCHES D'UNE CRISE DE SANTÉ MENTALE ?

Le grand public sous-estime peut-être les conséquences à long terme de la pandémie de Covid sur la santé mentale, en particulier lorsqu'elle est combinée aux impacts potentiels sur la santé mentale des troubles géopolitiques croissants.

Dans l'étude, la santé mentale figure parmi les risques liés à l'évolution des pratiques de santé et aux nouvelles maladies professionnelles. Dans l'ensemble, le public a classé ce risque légèrement plus haut cette année que l'an dernier (17<sup>ème</sup> contre 18<sup>ème</sup>). L'année dernière, cependant, la plupart des personnes (39 %) ont cité la santé mentale comme leur principale raison de choisir ce risque, probablement motivés par la persistance des confinements comme réponse politique à la pandémie. Cette année, la santé mentale (27 %) est loin derrière la dépendance excessive aux médicaments (45 %) qui est la principale préoccupation de cette catégorie.

Chez les experts, en revanche, la santé mentale est restée la principale raison du choix de ce risque (57 % l'an dernier et 54 % cette année). Le Dr Jasmin Wertz, scientifique soutenue par le Fonds AXA pour la Recherche, met en avant plusieurs solutions prometteuses : la téléthérapie et le conseil en ligne, l'intégration des soins de santé mentale dans les structures de premiers soins et des efforts novateurs pour former les médecins et combiner leur expertise en matière de santé physique et mentale, en plaçant le patient au centre.

La Covid-19 et ses impacts sont un facteur clé dans l'étude sur la santé mentale d'AXA, cette étude révèle que, dans presque tous les pays, le bien-être mental est, après l'économie, la deuxième victime de la pandémie<sup>(5)</sup>.

(5) <https://www.axa.com/fr/insights/resultats-de-lenqu%C3%AAt-de-letude-axa-sur-la-sante-mentale-et-le-bien-etre-en-2022>

## Principales préoccupations des experts et du grand public concernant les risques de pandémie et de maladies infectieuses

- 1 Nouvelles souches de maladies infectieuses : Ebola, Zika, fièvre de Lassa, Sras...
- 2 Modification des types de maladies infectieuses en raison de l'impact du changement climatique
- 3 Covid Long

# LE POINT DE VUE DU Fonds AXA pour la Recherche

La récente crise sanitaire mondiale a mis en lumière le manque de ressources pour répondre pleinement aux demandes de soins de santé publics. Nos sociétés connaissent de multiples « syndémies » - lorsque deux maladies ou plus, qu'elles soient infectieuses ou non transmissibles, sont aggravées en interagissant les unes avec les autres et avec des inégalités structurelles et sociétales. Selon la professeure Lara Dugas, chercheuse soutenue par AXA à l'Université de Cape Town, les déterminants sociaux et les environnements sont essentiels pour expliquer les différences d'accès à une bonne santé.





# FOCUS SUR la jeunesse



Malgré leur préoccupation plus large concernant les risques environnementaux, les jeunes sont plus préoccupés par la Covid longue que le grand public, et ils sont moins inquiets de l'impact du changement climatique sur les maladies infectieuses. On observe une tendance similaire à se concentrer sur les menaces à long terme pour la santé en ce qui concerne les maladies chroniques, les jeunes ayant plus tendance (44 %) à se dire préoccupés par les facteurs de risque comportementaux tels que l'alimentation et la sédentarité, tandis que le grand public est plus préoccupé (39 %) par le poids des dépenses de santé.



**Daniel Bandle,**  
PDG d'AXA Mexico

## « En 2019, nous avons lancé AXA Keralty, offrant un système de santé intégré axé sur la prévention »

L'Amérique latine est confrontée à un certain nombre de problèmes de santé endémiques, notamment des populations en mauvaise santé et des systèmes de santé publique saturés. Au Mexique, deuxième économie de la région, 70 % de la population est en surpoids. Cela se traduit par une incidence élevée d'hypertension artérielle, de maladies cardiovasculaires, du diabète et d'autres maladies chroniques. Le système de santé public est surchargé et à peine 8 % des 130 millions d'habitants du Mexique souscrivent à une assurance maladie privée.

En 2019, nous avons lancé AXA Keralty, offrant un système de santé intégré axé sur la prévention comprenant des bilans de santé et des programmes de soins de santé, des diagnostics (tels que des analyses de sang et des radiographies), des premiers soins généraux, pédiatriques et gynécologiques, et dix spécialités notamment des services d'orthopédie, d'urologie et de psychologie. Au cœur de la stratégie de santé d'AXA Mexico, cette initiative vise à servir les segments de population non assurés tout en prévenant ou en facilitant la détection précoce des maladies chroniques.

Trois ans après son lancement, le programme a ouvert 14 cliniques et – grâce aux alliances stratégiques avec des hôpitaux privés – nous sommes désormais présents dans plus de 20 villes, nous assurons les soins de plus de 300 000 patients et effectuons plus de 21 000 bilans de santé et 245 000 consultations. Un indicateur précoce de son impact est que les entreprises clientes qui ont combiné les services d'AXA Keralty avec leur couverture d'assurance médicale traditionnelle signalent que leurs employés sont en meilleure santé et donc plus productifs.



**Delphine Icart,**  
PDG de DHP Inc.

## « En partenariat avec Microsoft, AXA développe un écosystème de santé ouvert pour orchestrer les parcours de soins des patients »

Passer d'une perspective cloisonnée à une approche collaborative est la voie à suivre pour les soins de santé. C'est pourquoi, en partenariat avec Microsoft, AXA développe DHP (Digital Healthcare Platform), un écosystème de santé ouvert pour orchestrer les parcours de soins des patients. La connexion des solutions existantes de différents acteurs dans des parcours optimisés et centrés sur le patient conduira à un meilleur engagement, un accès plus rapide, un meilleur contrôle et une plus grande efficacité des données.

Ce cadre collaboratif permettra de mettre en place des systèmes plus flexibles et durables car il s'appuie sur de multiples acteurs et solutions. Il stimule la résilience collective. L'ouverture, la connexion et l'orchestration sont au cœur de cette proposition innovante pour tous les acteurs de la santé – y compris les sociétés pharmaceutiques, les entreprises de technologie de la santé, les assureurs et les hôpitaux – en vue de collaborer et de tirer parti collectivement des solutions existantes pour offrir une expérience davantage axée sur le patient.

## « Emma propose une gamme de 25 services d'assurance, de santé et de bien-être »

En Asie, AXA a développé une application mobile baptisée « Emma ». Avec plus de 4 millions d'utilisateurs enregistrés sur six marchés, Emma propose une gamme de 25 services d'assurance, de santé et de bien-être. Il s'agit d'un écosystème holistique « de payeur à partenaire » qui offre une expérience omnicanal transparente de manière personnalisée, proactive et humanisée.

Emma relève trois défis fondamentaux en matière de soins de santé. Premièrement, elle améliore l'accès aux soins en temps opportun en impliquant des partenaires de santé numériques assurant des services 24h/24 et 7j/7. Emma offre un parcours sans-couture grâce à des services à la demande tels que la téléconsultation, la livraison de médicaments, un vérificateur de symptômes, la gestion des maladies chroniques, des conseils psychologiques,

le suivi de l'activité physique et des conseils nutritionnels. En second lieu, Emma améliore la qualité des soins. En intégrant des services de santé et de bien-être à des produits d'assurance, AXA propose des propositions complètes à la fois curatives et préventives. Emma offre également des fonctionnalités permettant aux clients de demander un accès sans paiement, de rechercher des hôpitaux et des réseaux de médecins, de soumettre des demandes en ligne et d'obtenir des mises à jour sur l'état d'avancement de leur demande. Enfin, Emma gère mieux les coûts. En établissant une base de données solide et sécurisée pour les données sur la santé, le mode de vie et le comportement, Emma affine notre tarification et notre souscription pour offrir des solutions abordables.

**Françoise Gilles,**  
Directrice du  
développement  
stratégique  
d'AXA Asia





4

**L'ÉMERGENCE RAPIDE  
DES RISQUES FINANCIERS  
POURRAIT NOURRIR  
LES TENSIONS SOCIALES**



Les inquiétudes concernant le risque économique se sont accrues au cours des cinq dernières années.

En 2018, aucun risque économique ne figurait dans le top 10 des experts. Les risques d'instabilité financière sont les premiers à être entrés dans ce peloton de tête, suivis des risques macro-économiques. Cette année, les risques monétaires et budgétaires rejoignent pour la première fois le top 10 des experts.

Cependant, les avis des experts divergent quant à la rapidité avec laquelle ces risques sont susceptibles de se manifester. Seuls 13 % pensent que le risque d'instabilité financière est « déjà présent » – l'un des scores les plus bas de tous les risques de l'échantillon –, les autres personnes sondées étant divisées entre celles qui pensent que le risque émerge rapidement (46 %) et lentement (41 %). Une tendance similaire se dégage pour les risques macro-économiques, avec 22 % pensant que les risques sont déjà présents ; les personnes sondées sont par ailleurs également partagées entre une émergence rapide et une émergence lente (39 % chacun).

Cependant, les experts estiment que nous avons moins de temps pour nous préparer aux risques de politique monétaire et budgétaire : 45 % pensent que ces risques émergent rapidement.



#### Évolution des risques financiers et économiques dans le classement des experts depuis 2018

| Risques | 2018  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  |
|---------|---|---|---|---|---|
| 1       | Changement climatique                                     | Changement climatique                                     | Pandémies et maladies infectieuses                          | Changement climatique                                       | Changement climatique                                       |
| 2       | Risques de cybersécurité                                  | Risques de cybersécurité                                  | Changement climatique                                       | Risques de cybersécurité                                    | Instabilité géopolitique                                    |
| 3       | Instabilité géopolitique                                  | Instabilité géopolitique                                  | Risques de cybersécurité                                    | Pandémies et maladies infectieuses                          | Risques de cybersécurité                                    |
| 4       | Gestion des ressources naturelles                         | Mécontentement social et conflits locaux                  | Instabilité géopolitique                                    | Instabilité géopolitique                                    | Risques énergétiques  |
| 5       | Mécontentement social et conflits locaux                  | Gestion des ressources naturelles                         | Mécontentement social et conflits locaux                    | Mécontentement social et conflits locaux                    | Pandémies et maladies infectieuses                          |
| 6       | Risques liés à l'intelligence artificielle et au big data | Risques liés à l'intelligence artificielle et au big data | Nouvelles menaces pour la sécurité                          | Risques liés à la biodiversité et aux ressources naturelles | Mécontentement social et conflits locaux                    |
| 7       | Nouvelles menaces pour la sécurité                        | Pollution   | Risques macro-économiques                                   | Nouvelles menaces pour la sécurité et terrorisme            | Risques liés à la biodiversité et aux ressources naturelles |
| 8       | Pollution   | Pandémies et maladies infectieuses                        | Risques liés à la biodiversité et aux ressources naturelles | Risques de stabilité financière                             | Risques de stabilité financière                             |
| 9       | Progrès médical et nouveautés                             | Nouvelles menaces pour la sécurité                        | Risques de stabilité financière                             | Risques macro-économiques                                   | Risques macro-économiques                                   |
| 10      | Pandémies et maladies infectieuses                        | Risques macro-économiques                                 | Pollution   | Risques liés à l'intelligence artificielle et au big data   | Risques liés aux politiques monétaires et fiscales          |

# Le grand public n'est pas encore suffisamment sensibilisé aux risques économiques

Notre étude suggère que la population générale ne semble pas encore partager l'inquiétude croissante des experts concernant l'économie. Comme l'année dernière, seule l'instabilité financière figure dans le top 10 des risques du grand public, les risques monétaires et budgétaires stagnent à la 12<sup>ème</sup> place.

Les experts estiment que les membres du public ne sont pas aussi conscients des risques économiques qu'ils le croient. Lorsqu'on leur a demandé d'évaluer la sensibilisation du grand public aux risques, seuls 26 % des experts ont déclaré que le grand public était pleinement ou assez conscient des risques d'instabilité financière, tandis que 49 % du public pensait en être conscient. Pour les risques macro-économiques, 55 % du public juge la sensibilisation générale élevée contre seulement 30 % des experts.

Lorsque l'on regarde à travers les régions, le grand public en Europe est le moins enclin à évaluer ses pairs comme conscients des risques économiques, tandis que c'est en Afrique qu'il estime que la sensibilisation est la plus élevée.

**SEULS**  
**26** %

des experts pensent que le grand public est conscient des risques d'instabilité financière



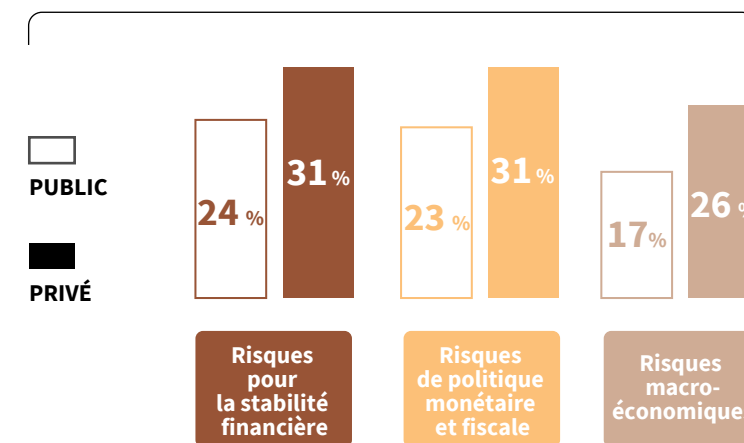
## Les experts doutent de la préparation publique et privée aux risques financiers

Pour les trois risques financiers de leur top 10, les experts doutent sérieusement de l'état de préparation des pouvoirs publics : par exemple, seuls 24 % des experts considèrent que les pouvoirs publics sont prêts à faire face aux risques d'instabilité financière, même si le grand public est plus optimiste avec 37 %.

Les experts asiatiques sont les plus enclins à être positifs quant à la préparation, tandis que les experts américains sont particulièrement pessimistes : seuls 12 % considèrent que les autorités publiques sont prêtes à faire face aux risques d'instabilité financière, 13 % aux risques macro-économiques et 19 % aux risques liés aux politiques monétaire et budgétaire.

Dans l'ensemble, tant les experts que le grand public de toutes les zones géographiques ont tendance à considérer le secteur privé comme mieux préparé que les autorités publiques face aux risques financiers. Cela devrait inciter le secteur privé et les assureurs à proposer des solutions. Cela renforce également l'argument selon lequel les secteurs privé et public doivent travailler main dans la main pour affronter les crises du marché : pour chacun de ces trois risques, les experts sont d'avis que les partenariats public-privé constituent la meilleure approche.

### Évaluation par les experts de la préparation des secteurs public et privé aux risques financiers



NB : pourcentage d'experts pensant que le secteur public/privé est prêt



# Les experts s'inquiètent des défaillances systémiques du marché

L'instabilité financière est le seul risque économique à figurer dans le top 10 des classements tant des experts que du grand public. Les deux groupes sondés sont majoritairement alignés sur leur principale raison de choisir ce risque : la défaillance systémique des marchés financiers.

Les deux préoccupations qui viennent en suite sont les bulles d'actifs et le manque de coordination pour faire face aux risques financiers - ce qui est indispensable dans un contexte de digitalisation qui rend les économies de plus en plus interconnectées.

Les défaillances du marché ont également motivé les experts qui ont choisi les risques macro-économiques comme l'une de leurs priorités : les deux principales préoccupations ayant motivé ce choix étant l'instabilité dans la zone euro et les crises dans les marchés émergents.

## 3 principales préoccupations de la population générale et des experts concernant les risques pour la stabilité financière

Défaillance systémique des marchés financiers

Manque de coordination pour affronter les risques financiers

Bulles d'actifs

## FOCUS SUR la jeunesse



En les hissant en 4<sup>ème</sup> position, les jeunes classent les risques d'instabilité financière plus haut que le grand public dans son ensemble. Cela peut refléter leurs expériences personnelles du marché du travail après la crise Covid, même s'ils étaient légèrement moins enclins que la moyenne à déclarer se sentir vulnérables à ce risque dans leur vie quotidienne : 60 % contre 63 % du public. Les jeunes interrogés font davantage confiance à la préparation des pouvoirs publics (43 % contre 37 %) et du secteur privé (48 % contre 38 %) face aux risques financiers. Ils sont légèrement moins préoccupés que la moyenne par la politique monétaire et budgétaire et par les risques macro-économiques.



# L'inflation pourrait conduire à des troubles sociaux

L'inflation érode le pouvoir d'achat des citoyens : aux États-Unis, par exemple, l'inflation a atteint 9,1 % en juin, et au Royaume-Uni, elle a atteint 10,1 % en août – dans les deux cas, la plus élevée des 40 dernières années. Dans l'étude de cette année, les experts ont inclus pour la première fois dans le top 10 les risques liés à la politique monétaire et budgétaire. Lorsqu'on leur a demandé pourquoi ils avaient choisi ce risque, 66 % ont indiqué qu'ils craignaient qu'une politique monétaire inefficace ne conduise à une hyperinflation.

Les personnes interrogées dans notre étude redoutent que l'inflation persistante ne conduise à des troubles sociaux et à des émeutes. Le Fonds Monétaire International a mis en garde en avril contre de possibles émeutes en Afrique australe<sup>(6)</sup>, tandis que les Nations Unies s'attendent à ce que la sécurité alimentaire se détériore en 2023<sup>(7)</sup> et averti qu'aucun pays n'était à l'abri de l'érosion sociale causée par la hausse des prix des produits de base. Au milieu des années 2000<sup>(8)</sup>, plusieurs pays en développement ont déjà connu des « émeutes de la faim » en raison de la volatilité des prix.

Les tensions et mouvements sociaux figurent dans le top 10 des risques tant pour les experts (6<sup>ème</sup>) que pour la population générale (7<sup>ème</sup>). Interrogées sur la principale préoccupation qui les avait motivés à choisir ce risque, les deux catégories sondées ont cité en priorité la montée des inégalités, la violence sociale (émeutes) et l'insécurité alimentaire et hydrique qui est une préoccupation croissante cette année. Cependant, le grand public ne se sent pas plus exposé aux tensions sociales dans sa vie quotidienne cette année qu'en 2021 et ne pense pas non plus que ce risque émerge plus rapidement.

Les tensions sociales sont particulièrement présentes à l'esprit des personnes sondées des Amériques, le grand public y classe ce risque au 5<sup>ème</sup> rang et les experts au 4<sup>ème</sup> rang. Aux États-Unis, les nouvelles menaces pour la sécurité et le terrorisme figurent également parmi les principales préoccupations des experts (7<sup>ème</sup>) et du grand public (4<sup>ème</sup>), principalement motivées par les inquiétudes concernant les massacres et les fusillades. Cette préoccupation supérieure à la moyenne est sans doute due aux émeutes du Capitole et à la polarisation croissante de la société.

La polarisation pourrait aussi devenir une tendance majeure et durable entre pays développés et pays en développement. Dans son Rapport sur le développement humain 2021/22, l'ONU s'inquiète de l'écart grandissant entre les pays les plus développés - qui parviennent pour la plupart à maintenir des scores élevés sur l'indice de développement humain - et les pays en développement, où les déclinés sont souvent rapides et s'aggravent. Dans ce contexte,

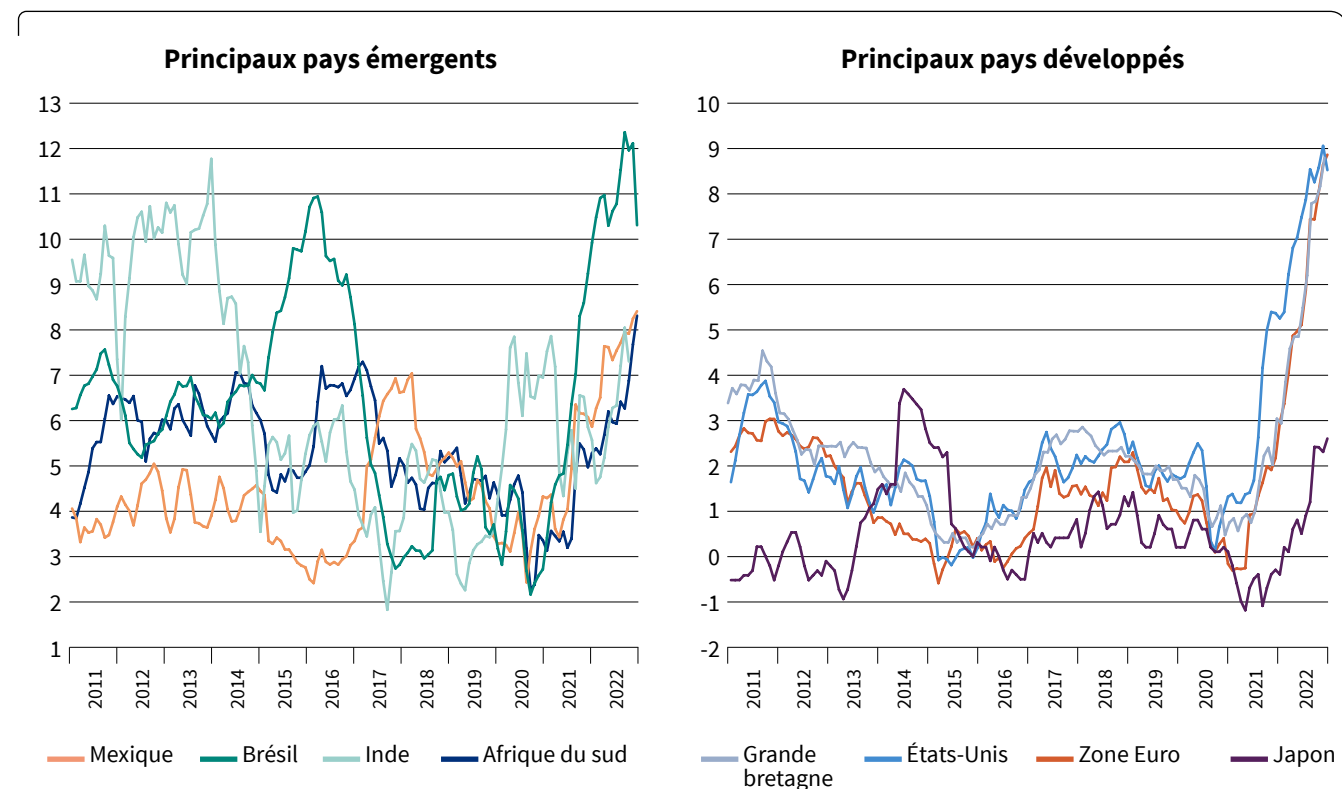
l'ONU souligne le rôle de l'assurance « pour protéger chacun des aléas d'un monde incertain ».

(6) La flambée des prix alimentaires due à la guerre en Ukraine pourrait attiser les « troubles » en Afrique, selon le FMI, France 24, 28 avril 2022

(7) L'insécurité alimentaire menace les sociétés, exacerbe les conflits et « aucun pays n'est à l'abri », UN News, 19 mai 2022

(8) Food Riots and Food Rights, Institute of Development Studies, juin 2014

**Évolution de l'inflation ces dernières années**  
(Indice des prix à la consommation, tous biens, % de variation d'une année sur l'autre)



Source: IMF et Macrobond

## Malheureusement, des deux côtés de l'Atlantique, une récession à l'hiver 2022-2023 est le scénario le plus probable

Malheureusement, des deux côtés de l'Atlantique, une récession à l'hiver 2022-2023 est le scénario le plus probable. L'inflation érode la consommation, tout en provoquant un resserrement brutal de la politique monétaire qui pèse sur les conditions financières. En principe, le ralentissement de la demande mondiale devrait atténuer la pression sur les prix des matières premières, mais dans le cas de la zone euro, dépendante du gaz russe, ce sont des facteurs non économiques – et notamment le développement du conflit en Ukraine – qui dominent. Il est donc probable que le ralentissement économique y soit plus prononcé qu'aux États-Unis.

D'ici la mi-2023, notre scénario central est que la correction du marché du travail aux États-Unis aura freiné la croissance des salaires et ralenti l'inflation. En Europe, le découplage du gaz russe devrait être bien engagé, réduisant les coûts de l'énergie et restaurant la confiance. Cependant, nous avons du mal à imaginer un retour à la situation antérieure en termes de politique de banques centrales. Les taux d'intérêt devraient rester plus élevés qu'avant la pandémie. Cet environnement de taux d'intérêt obligera progressivement les gouvernements à s'engager sur une trajectoire de réduction des déficits.



**Gilles Moëc,**  
Chef économiste  
du Groupe AXA



## Face à la crise alimentaire

Suite à l'invasion Russe en Ukraine, la hausse des prix alimentaires a commencé à alarmer les consommateurs, même dans les pays riches. L'inflation alimentaire est une préoccupation encore plus grave dans les États à revenu faible et intermédiaire, où les ménages consacrent en moyenne 30 à 40 % de leurs revenus à l'alimentation. Fin 2021, environ 1,2 milliard de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire<sup>(9)</sup>. À la mi-mai 2022, ce chiffre était passé à 1,6 milliards, et cette tendance à la hausse devrait se poursuivre.

L'instabilité géopolitique menace la sécurité alimentaire : selon le Programme alimentaire mondial, les personnes vivant dans des États touchés par un conflit sont 2,5 fois plus susceptibles d'être sous-alimentées que les autres. Mais la dynamique peut aussi fonctionner en sens inverse : l'insécurité alimentaire peut déclencher des protestations déstabilisatrices, en particulier dans les pays présentant d'autres fragilités, notamment une mauvaise gouvernance. Alors qu'Eurasia Group estime qu'une vague de troubles largement déstabilisatrice est peu probable en 2022-23, des épisodes intermittents de protestation persisteront. Selon les données du Carnegie Endowment for International Peace, le nombre de manifestations majeures liées à l'alimentation et à l'agriculture au premier semestre 2022 a déjà dépassé le nombre de tous les événements similaires au cours des cinq années précédentes. Des exemples récents incluent des manifestations au Sri Lanka, en Équateur et en Iran.

Dans les années à venir, le changement climatique amplifiera encore les menaces inattendues pour la sécurité alimentaire causées par des chocs tels que les guerres et les pandémies. Une analyse citée par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations Unies indique que les rendements des principales cultures vivrières devraient chuter de 10 à 25 % pour chaque degré de réchauffement climatique. La part des terres cultivées touchées par la sécheresse devrait

plus que tripler à l'échelle mondiale d'ici 2050, pour atteindre près de 32 %. Les phénomènes météorologiques extrêmes ont accru les risques pour la sécurité alimentaire en 2022 : les rendements devraient baisser dans les pays européens qui ont été ébranlés par la chaleur intense de l'été, et, en mai 2022, en réponse à une vague de chaleur qui a endommagé ses cultures, l'Inde a interdit les exportations de blé.

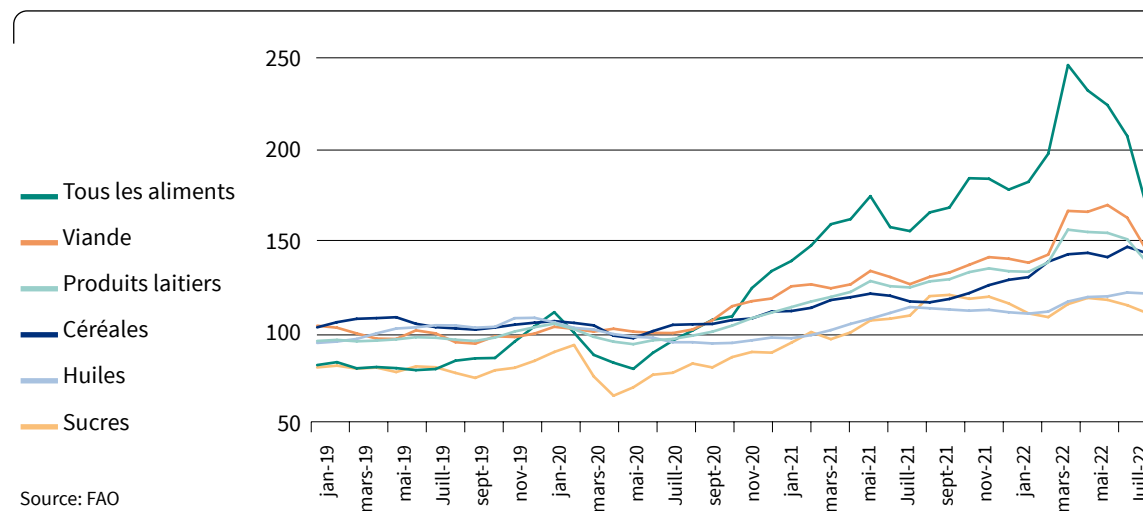
Éviter ces interdictions d'exportation est une mesure que les décideurs politiques peuvent prendre pour atténuer les risques pour la sécurité alimentaire, dans le cadre de politiques commerciales ouvertes qui s'attaquent aux déséquilibres plus larges du commerce et des stocks alimentaires nationaux. Une aide alimentaire plus efficace devrait être fournie aux pays à faible revenu, en particulier ceux qui sont des importateurs nets de produits alimentaires, avec des programmes pour soutenir, dans la mesure du possible, les petits exploitants agricoles car ils produisent une grande partie de la nourriture consommée dans le monde en développement. Les assureurs peuvent jouer un rôle en proposant des produits innovants de gestion des risques aux producteurs et aux principaux acheteurs de denrées alimentaires.

À court terme, les politiques devraient chercher à protéger les consommateurs les plus vulnérables des hausses de prix et à réduire les coûts des intrants agricoles, tels que les engrais et le carburant. À moyen et à long terme, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses conséquences ainsi que des pratiques agricoles plus durables seront nécessaires. Environ un tiers de la production mondiale étant actuellement gaspillée, les investissements dans le stockage, la logistique et la distribution des aliments seront également essentiels.

(9) Informations données par Eurasia Group et Devry BV Sustainable Strategies à partir des données de Gro Intelligence



Indice FAO des prix alimentaires réels entre 2019 et 2022  
(2014-2016 = 100)





5

**LA VULNÉRABILITÉ  
CROISSANTE ENTRAÎNE  
UNE PERTE DE CONFIANCE  
VIS-À-VIS DES EXPERTS  
ET DES AUTORITÉS**



## Les experts estiment que les populations du monde entier sont de plus en plus vulnérables face aux risques, alors que les tensions géopolitiques croissantes se combinent à la volatilité des marchés, à la crise climatique et aux risques sanitaires persistants.

Lorsqu'on leur a demandé si la population dans le monde est plus ou moins vulnérable face aux risques qu'elle ne l'était il y a cinq ans, 89 % des experts estiment qu'elle est plus vulnérable, contre 84 % l'année dernière.

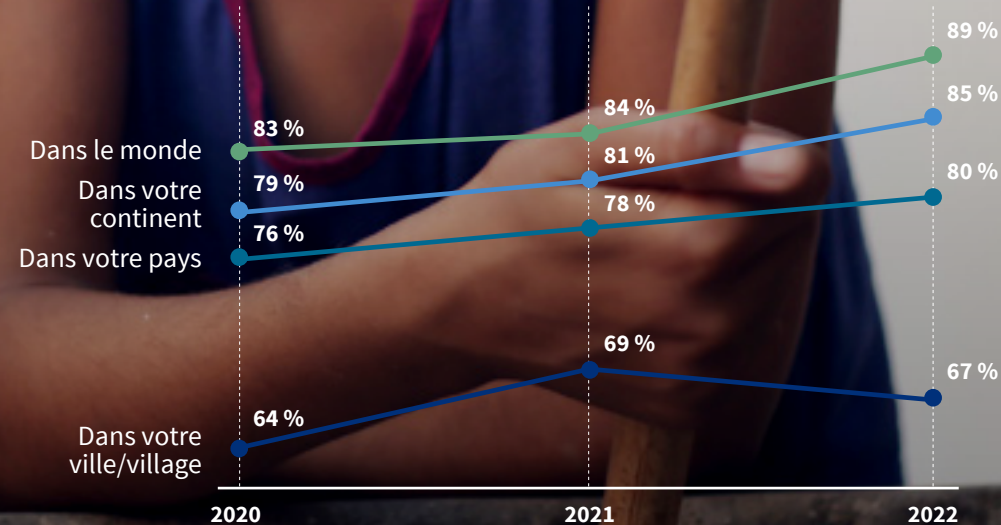
Les experts comme le grand public ont tendance à croire que les personnes sont plus exposées dans le monde en général que dans leur propre continent, pays ou ville : plus on se rapproche de leur lieu de vie, moins les personnes sondées sont enclines à voir une augmentation de la vulnérabilité. Seuls 67 % des experts - et 61 % du grand public - ont convenu que les habitants de leur propre ville ou village étaient plus exposés qu'ils ne l'étaient il y a cinq ans, dans les deux cas en légère baisse par rapport à l'année dernière. Cela suggère qu'un environnement familial et les réseaux de liens personnels atténuent le sentiment de vulnérabilité.

Lorsque nous avons demandé aux personnes sondées si elles se sentaient exposées à des risques spécifiques dans leur vie quotidienne, elles avaient davantage tendance à dire oui pour des risques plus tangibles – tels que la pollution, le terrorisme, les maladies chroniques, les pandémies et l'énergie – que pour des risques qui peuvent encore sembler plus abstraits mais se classent globalement plus haut, tels que les tensions géopolitiques et le changement climatique.

Concernant la vulnérabilité de la population mondiale dans son ensemble, les thèmes environnementaux - changement climatique, pollution et risques énergétiques - dominent chez le grand public, tandis que les experts placent d'autres risques à un niveau tout aussi élevé, notamment les cyber risques, les pandémies, la politique monétaire et budgétaire et les risques éthiques liés à la technologie.



Niveau de vulnérabilité de la population par rapport à il y a 5 ans



# FOCUS SUR la jeunesse



Les jeunes se sentent à la fois plus disposés à prendre des risques et plus vulnérables à ceux-ci. Seuls 53 % des moins de 25 ans s'accordent à dire qu'ils sont réticents à prendre des risques dans leur vie quotidienne, contre 64 % pour l'ensemble de la population. Seuls 39 % déclarent préférer renoncer à certains de leurs rêves plutôt que de prendre trop de risques, contre 54 % pour l'ensemble de la population. Mais 55 % déclarent se sentir vulnérables aux risques dans leur vie quotidienne, contre 47 % du grand public.

## Au cours des deux dernières années, la population est devenue plus averse au risque

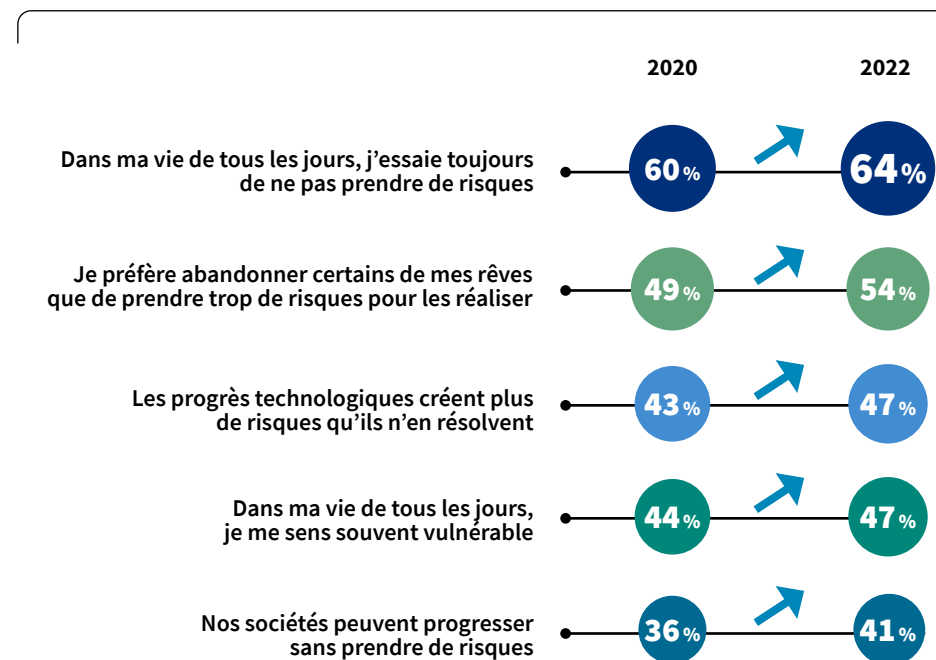
Pendant cette période, le grand public est devenu plus prudent sur le plan personnel et plus réticent à soutenir la prise de risques au niveau sociétal.

Lorsque nous avons demandé aux sondés s'ils se sentaient souvent vulnérables dans la vie de tous les jours, 47 % étaient d'accord - contre 44 % en 2020, la dernière fois que nous avons posé cette question. Bien qu'il ne s'agisse que d'une petite augmentation, elle se maintient dans presque toutes les zones géographiques. De même, 64 % du public s'accordent à dire qu'ils essaient d'éviter de prendre des risques dans leur vie quotidienne (contre 60 % en

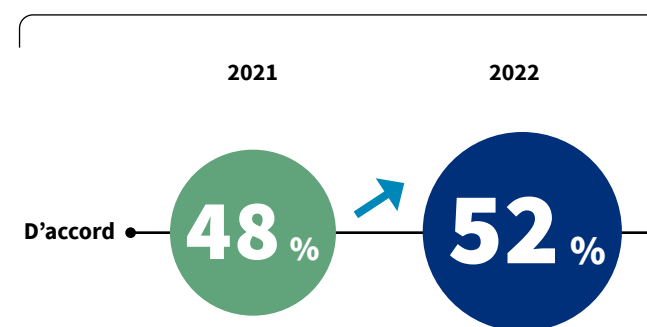
2020), tandis que 54 % déclarent qu'ils préféreraient renoncer à certains rêves plutôt que de prendre trop de risques (contre 49 %). Même aux États-Unis, le pays du « rêve américain », la majorité des personnes interrogées (52 %) partagent désormais cet avis.

Le grand public est également moins convaincu que la prise de risques est nécessaire pour réussir. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que la société pouvait progresser sans prendre de risques, 41 % ont répondu oui, contre 36 % lors de l'étude précédente. De même, 47 % estiment que les avancées technologiques créent plus de risques qu'elles n'en résolvent, contre 43 % auparavant.

### Opinion du grand public sur les risques



### Zoom sur les États-Unis - La fin du rêve américain ?



NB : Pourcentage de personnes aux États-Unis qui sont d'accord avec l'affirmation « Je préfère abandonner certains de mes rêves que de prendre trop de risques pour les réaliser »

NB : Pourcentage de personnes d'accord avec l'énoncé / Cette question n'était pas proposée dans l'enquête de 2021



## ☞ En tant qu'assureur de premier plan, nous cherchons à rassurer les gens en leur apportant un soutien et en les aidant à se protéger contre un panel de risques ☛

*L'un des principaux enseignements du Future Risks Report est le sentiment croissant de vulnérabilité et d'aversion au risque au sein du grand public.*

*Le rôle d'un assureur est de protéger ses clients contre les risques. Quel message AXA peut-il aujourd'hui adresser à ses clients face à ce sentiment de vulnérabilité et à ce besoin croissant de protection ?*

**Claudio Gienal** : Il est inquiétant de voir qu'une si grande proportion de personnes ont peu confiance en elles et se sentent vulnérables face aux risques qui nous entourent. En tant qu'assureur de premier plan, nous cherchons à rassurer

**Claudio Gienal**  
Directeur général  
d'AXA UK  
& Ireland



les gens en leur apportant un soutien et en les aidant à se protéger contre un panel de risques. Le rapport confirme que de nombreuses personnes reconnaissent le filet de sécurité qu'offre l'assurance et comprennent ses avantages, en particulier en ces temps incertains. Cependant, nous devons travailler dur pour sensibiliser ceux qui ne comprennent peut-être pas encore l'importance d'avoir une protection pour ce qui compte pour eux et qui ne voient pas comment cela peut aider à réduire ces sentiments de vulnérabilité.

### **Comment adapter notre offre pour répondre aux nouvelles attentes des clients ?**

**C. G.** : Chez AXA UK, nous sommes engagés dans une démarche de transformation digitale axée sur l'amélioration de la satisfaction de nos clients, en offrant une plus grande flexibilité et plus de choix pour couvrir de manière optimale leurs besoins en constante évolution. Nous avons également intégré la connaissance de nos clients dans la conception de nos produits et de nos parcours. Un exemple récent est le lancement de Moja, la nouvelle marque 100% digitale d'AXA UK, initialement disponible pour les assurés automobile. Elle vise à offrir un maximum de simplicité et de souplesse pour s'adapter à l'évolution des besoins de nos clients et à leurs budgets. L'innovation est essentielle non seulement pour survivre, mais aussi pour prospérer face aux divers défis auxquels l'industrie de l'assurance est confrontée aujourd'hui.



# FOCUS SUR la jeunesse



Les jeunes sondés sont plus enclins que la moyenne à penser que les risques sont faciles à prévoir (57 % contre 49 % pour l'ensemble du public). Ils affichent également une confiance supérieure à la moyenne vis-à-vis de divers acteurs pour gérer les crises futures, notamment les scientifiques, les organisations internationales, les pouvoirs publics, la société civile, les particuliers et les entreprises. Ces niveaux de confiance ont également diminué depuis l'enquête de l'année dernière, bien que plus lentement que pour les autres groupes d'âge, les scientifiques enregistrant la plus forte baisse de confiance (de 77 % l'an dernier à 71 % cette année).

## La confiance du public envers les experts et les gouvernements a diminué au cours de la dernière année

La confiance du public vis-à-vis des institutions pour les protéger des risques futurs s'érode. Par rapport à l'année dernière, les personnes sondées du grand public ont moins tendance à faire confiance à de nombreux acteurs pour limiter toute éventuelle future crise mondiale : la confiance vis-à-vis des scientifiques, par exemple, est tombée à 66 %, contre 75 % l'année dernière ; le public fait également moins confiance aux institutions internationales (de 64 % à 61 %), aux autorités nationales (de 62 % à 58 %), à la société civile (de 56 % à 53 %) et aux entreprises privées (de 47 % à 45 %).

Parmi les experts, les niveaux de confiance sont généralement plus élevés et la tendance est plus mitigée. Si la confiance vis-à-vis des scientifiques a également reculé – de 87 % à 82 % – ainsi que la confiance vis-à-vis des entreprises ; la confiance vis-à-vis des organisations internationales, des autorités nationales et de la société civile a en revanche progressé.

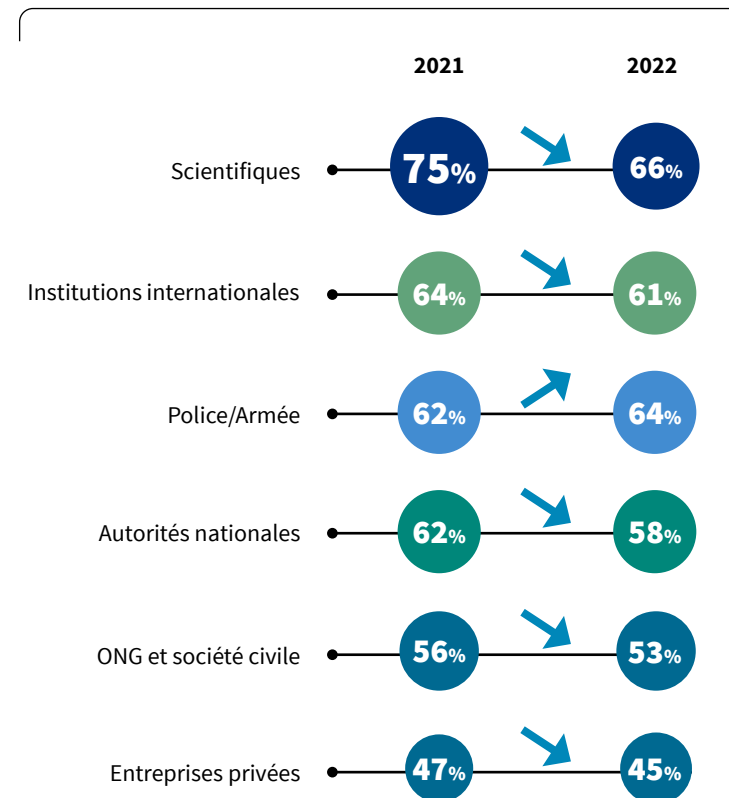
La confiance vis-à-vis de l'armée et de la police pour gérer les crises futures a augmenté chez les experts (de 64 % à 69 %) et le grand public (de 62 % à 64 %), reflétant probablement l'inquiétude croissante suscitée par des problèmes tels que le terrorisme, les tensions géopolitiques et le malaise social.

**George Stansfield,**  
Directeur général délégué du Groupe AXA



🔊 Les tensions géopolitiques, l'érosion de certains principes fondamentaux du droit international et leurs conséquences directes sur la sécurité énergétique font douter de la capacité des différents acteurs à maintenir le même niveau d'ambition en matière d'action contre le changement climatique. Et pourtant c'est impératif. La crise énergétique actuelle que nous traversons prouve que nous devons rester concentrés pour atteindre nos objectifs climatiques et contribuer à construire une plus grande souveraineté énergétique 🗣️

### Confiance du public vis-à-vis des experts et des gouvernements



NB : Pourcentage de sélection par le grand public des acteurs les plus fiables pour atténuer les crises futures



# Comment les assureurs peuvent-ils jouer leur rôle dans la gestion des risques futurs

Le grand public est plus enclin que les experts à penser que les risques futurs sont « très faciles » à prévoir ou « plutôt faciles » à prévoir. Cet écart peut aider à expliquer le sentiment croissant de frustration populaire envers les institutions publiques et le secteur privé qui ne les ont pas protégés contre des risques qu'ils pourraient estimer devoir être prévisibles.

Dans ce climat de vulnérabilité, de méfiance et de scepticisme croissants, les assureurs peuvent et doivent jouer un rôle majeur pour permettre aux individus de poursuivre leurs objectifs. Près de 70 % du grand public convient que les assureurs joueront un rôle important dans l'atténuation des risques futurs. Les assureurs ont la possibilité de contribuer à renforcer la confiance et l'espoir en répondant au besoin croissant de protection du public.

Interrogés sur ce que les assureurs devraient faire, les experts ont mentionné : soutenir des solutions innovantes de transfert des risques, contribuer à la prévention et à la résilience, partager l'expertise en gestion des risques et contribuer à l'élaboration d'une culture commune de prévention contre les risques.

## PUBLICATION À VENIR DU FONDS AXA POUR LA RECHERCHE

### Renforcer la résilience sociétale grâce à une croissance inclusive : le rôle des individus, des assureurs et des institutions dans un monde fragmenté

Bien que plus de 1,1 milliard de personnes soient sorties de l'extrême pauvreté au cours des 30 dernières années, les bénéfices de la croissance économique en terme d'amélioration de la qualité de vie ont été inégalement répartis. La richesse est allée de manière disproportionnée vers les 10 % les plus riches de la population mondiale. Depuis 1985 l'écart entre les plus riches et les plus pauvres n'a jamais été aussi grand. La « croissance inclusive » – qui fait référence à une répartition plus équitable de la croissance économique entre les niveaux de revenu, les sexes et les régions, entre autres facteurs – favorise la résilience en sortant les individus de la pauvreté et en augmentant les opportunités pour tous.

Le Fonds AXA pour la Recherche soutient la recherche indépendante sur le risque et offre des connaissances pour une prise de décision éclairée basée sur la science. Mélangeant les perspectives commerciales, universitaires et institutionnelles, la prochaine publication du Fonds vise à donner une vision globale des questions les plus importantes en matière de croissance inclusive et de résilience sociétale. Elle explorera les problèmes qui ont contribué à façonner le paysage mondial actuel des inégalités, présentera des études de cas de succès pour relever le défi de favoriser une croissance inclusive et examinera le rôle que les assureurs doivent jouer dans le renforcement de la résilience sociétale.

☞ **La persistance et l'aggravation des inégalités compromettent la résilience de la société. Il est essentiel que les acteurs économiques se concentrent sur la question centrale de l'inclusion sociale pour assurer le développement de sociétés saines et apaisées** ☞

**Marie Bogataj,**  
Directrice du Fonds AXA  
pour la Recherche et de  
la prospective du Groupe





L'étude AXA sur les risques futurs 2022 a été réalisée par IPSOS pour le compte d'AXA. Il s'agissait de présenter des questionnaires en ligne à deux groupes distincts : les experts et le grand public.

### Experts

Nous avons interrogé 4 449 experts dans 58 pays entre le 10 mai et le 9 juin 2022. L'âge moyen des personnes sondées était de 45 ans. 59 % étaient des hommes et 41 % des femmes. La plupart – 86 % – travaillaient chez AXA, la souscription et la gestion des risques étant les professions les plus représentées. Les 14 % restants sont issus des réseaux professionnels d'AXA, travaillant principalement dans le secteur des services financiers et pour les grandes entreprises.

### Grand public

Nous avons interrogé 18 999 personnes du grand public dans 15 pays entre le 13 mai et le 9 juin 2022. Les sondés ont été échantillonnés parmi des personnes âgées de 18 ans et plus pour être représentatifs en termes d'âge, de sexe et de profession, avec des pays choisis par région et taille de marché.

Nous avons interrogé 4 999 personnes aux États-Unis, et 1 000 personnes dans chacune de ces zones : Australie, Belgique, Chine, France, Allemagne, Hong Kong, Italie, Japon, Mexique, Maroc, Nigeria, Espagne, Suisse et Royaume-Uni. Les résultats des pays ont été pondérés pour produire les résultats mondiaux et régionaux.

### Les 25 risques

Nous avons présenté aux personnes consultées 25 risques, répartis en cinq catégories, et leur avons demandé de choisir ceux qu'elles plaçaient en tête de liste. Nous avons classé les résultats en attribuant 5 points à chaque réponse venant en premier, 4 à la réponse venant en second, etc.

**Santé et médecine :** maladies chroniques, exposition prolongée à des substances nocives ; pandémies et maladies infectieuses ; risques liés à l'évolution des pratiques de santé et aux nouvelles maladies professionnelles, risques liés aux avancées et innovations médicales.

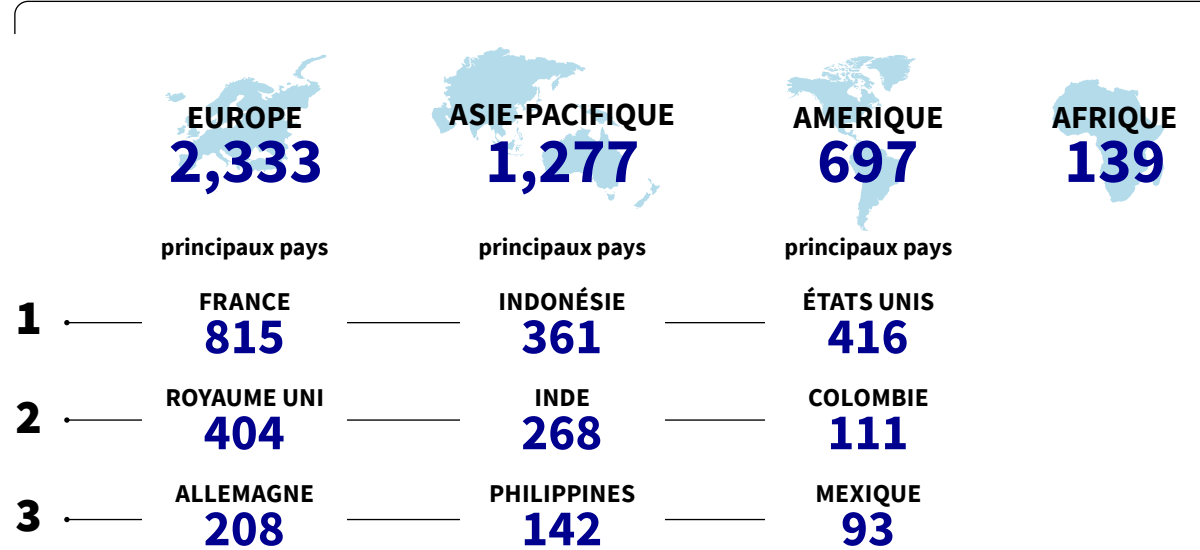
**Environnement et énergie :** changement climatique ; risques liés à l'énergie ; risques liés à la pollution ; risques spatiaux et planétaires ; risques liés aux ressources naturelles et à la biodiversité.

**Technologie et données :** risques liés à la cybersécurité ; technologies disruptives ; risques éthiques liés à l'utilisation de la technologie ; risques liés aux systèmes intelligents et autonomes ; risques liés à l'intelligence artificielle et aux big data.

**Économie, finance et environnement commercial :** risques pour la stabilité financière ; risques macro-économiques ; risques liés à la politique monétaire et budgétaire ; risques liés à l'intelligence artificielle et aux big data et risques économiques connexes.

**Société, politique et réglementation :** instabilité géopolitique ; les nouvelles menaces sécuritaires et le terrorisme ; risques liés à l'évolution démographique ; risques liés à l'évolution de la réglementation et des litiges ; tensions et mouvements sociaux.

### Répartition mondiale des experts interrogés







Crédits photo : Carlos Aranda, Artis Studios Ltd, Benjamin Boccas, Rapahael Dautigny, Will Edgecombe, Getty images, Richard Jopson, Franck Juéry, Seignette Lafontan, Joe Pak, Patrick Wack, DR - Création et réalisation L O N S D A L E